



Service cantonal des contributions Instructions générales concernant la déclaration des personnes physiques

—

2017



ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

Direction des finances **DFIN**

Finanzdirektion **FIND**

I. Changements concernant la période fiscale 2017

- ☞ Le délai pour le dépôt de la déclaration d'impôt est nouvellement fixé au 31 mars et non plus au 1er mars.
- ☞ Le/La contribuable qui souhaite prolonger le délai pour le dépôt de la déclaration doit payer un délai supplémentaire au moyen du bulletin de versement joint à la déclaration. Des précisions figurent sur le schéma concernant la prolongation du délai pour le dépôt de la déclaration d'impôt, ainsi que sur le feuillet d'information.

II. Quelques rappels

- ☞ **FriTax : le dépôt de la déclaration en ligne est à votre disposition !**
- ☞ **Pièces justificatives : vous ne devez pas nous envoyer de documents originaux.** Les documents que nous recevons sont scannés et ensuite détruits. Vous devez cependant conserver les pièces justificatives originales chez vous car nous pourrions vous les réclamer en cas de contrôles ultérieurs.

Lutte contre le travail au noir

Procédure de décompte simplifiée

Elle découle de la loi fédérale sur la lutte contre le travail au noir (LTN). Dans le cadre de cette procédure, l'employeur-euse retient, à côté des déductions sociales (AVS/AI/APG/allocations familiales), un impôt à la source de 5 % du salaire brut.

Aucun impôt supplémentaire n'est perçu sur les salaires déclarés en procédure simplifiée, mais ceux-ci doivent être mentionnés en page 4 lettre G de la déclaration d'impôt. Aucune déduction liée à l'acquisition de ces revenus ne peut être revendiquée (frais professionnels, pilier 3a, déduction pour double activité des conjoints, etc.). Vous trouverez de plus amples informations sous www.avs-ai.info (memento 2.07).

Chèque emploi

Le Chèque emploi clarifie les relations employeur-euse/employé-e pour tous les travaux domestiques dits de « proximité » (aide au ménage, garde d'enfants, jardinage, soutien scolaire, etc.). Le Chèque emploi se charge de toute la gestion administrative liée à la couverture sociale du/de la travailleur-euse. Il règle également la question de l'impôt à la source pour les employé-e-s étrangers-ères non détenteurs-trices d'un permis C.

L'imposition à la source ne soumettant que les employé-e-s étrangers-ères non-dé-tenteurs-trices d'un permis C, les contribuables suisses et les travailleurs-euses étranger-s/ères au bénéfice d'un permis C doivent déclarer les revenus obtenus dans le cadre du Chèque emploi sous le code 1.110 ou 1.120 de la déclaration d'impôt et joindre un certificat de salaire. De plus amples informations sont disponibles sous www.chèque-emploi.ch.

Internet

Le Service cantonal des contributions (SCC) est également présent sur Internet. Vous pouvez accéder aux nombreuses informations directement à l'adresse suivante :

www.fr.ch/scc

Ce site bilingue contient notamment les textes des diverses législations fiscales, les instructions, les barèmes d'impôts, les statistiques fiscales, les réponses à de nombreuses questions ainsi que les adresses qui permettent aux contribuables de contacter le secteur compétent. De même, un certain nombre de formulaires sont mis à disposition et peuvent être téléchargés. Le site est mis à jour en permanence.

Le système d'imposition

L'imposition annuelle signifie que:

- ☞ la période fiscale et la période de calcul sont identiques;
- ☞ vous payerez les impôts sur le revenu pour la période fiscale 2017 en fonction des revenus réalisés durant l'année civile 2017;
- ☞ vos impôts sur la fortune seront déterminés en fonction du patrimoine existant au 31 décembre 2017.

Tous les contribuables ne reçoivent pas en même temps les décisions de taxation, mais au fur et à mesure de l'avancement des travaux de taxation. Il en est de même pour le décompte final. Ainsi, d'une année à l'autre vous recevez votre avis de taxation et votre décompte final à des dates différentes.

Changement d'état civil

L'état civil au 31 décembre de la période fiscale est déterminant.

- ☞ En cas de **mariage** durant la période fiscale 2017, les époux sont imposés en commun comme personnes mariées pour toute la période fiscale. **Les époux doivent ainsi remplir une déclaration d'impôt 2017 commune pour toute la période fiscale 2017.**
- ☞ En cas de **divorce** ou de **séparation**, chacun des deux conjoints est imposé individuellement pour la période entière. De ce fait, chacun-e devra remplir une déclaration d'impôt 2017 séparée pour toute la période fiscale 2017.

Déplacement de domicile / Décès d'un/des conjoint-s

- ☞ En cas de **départ en 2017 pour un autre canton**, l'assujettissement dans le canton de Fribourg se termine à la fin de l'année 2016. L'impôt cantonal et communal ainsi que l'impôt fédéral direct sont perçus, pour toute l'année 2017, par le canton de domicile au 31 décembre 2017. Les acomptes éventuellement déjà versés seront remboursés au/à la contribuable.
- ☞ En cas de **départ définitif en 2017 pour l'étranger**, l'assujettissement se termine à la date du départ aussi bien pour les impôts cantonaux et communaux que pour l'impôt fédéral direct. Une déclaration doit être établie sur la base des gains réalisés entre le début de l'année et la date du départ ainsi que sur la situation personnelle, familiale et de fortune à la date du départ (fin d'assujettissement).
- ☞ **Les personnes arrivant en 2017 d'un autre canton** sont imposables pour toute l'année 2017 dans le canton de Fribourg (lieu de domicile au 31 décembre) pour l'impôt cantonal, communal et fédéral direct. Tous les revenus réalisés durant l'année 2017 doivent par conséquent figurer dans la déclaration d'impôt 2017.
- ☞ **Pour les personnes arrivant en 2017 de l'étranger**, l'assujettissement commence à la date de leur arrivée pour les impôts cantonaux et communaux ainsi que pour l'impôt fédéral direct. Elles devront indiquer, dans la déclaration 2017, les revenus obtenus uniquement depuis la date de leur arrivée jusqu'au 31.12.2017 et leur situation de fortune personnelle et familiale au 31.12.2017.
- ☞ **Décès de l'un des conjoints** : un assujettissement inférieur à une année existe également en cas de décès d'un conjoint. Jusqu'à la date du décès, les époux sont soumis à la taxation commune, au taux d'imposition pour couple (splitting). A partir du décès, il y a un nouvel assujettissement pour le/la conjoint-e survivant-e. Le/La **conjoint-e survivant-e** doit indiquer dans les deux déclarations d'impôt les revenus effectivement réalisés durant les périodes concernées.

Contenu des présentes instructions

I.	Changements concernant la période fiscale 2017	1
II.	Quelques rappels	1
	(FriTax, lutte contre le travail au noir, Internet, système d'imposition, changement d'état civil, déplacement de domicile, décès de l'un des conjoints)	
III.	Informations générales	5
	(pourquoi êtes-vous astreint au paiement de l'impôt, nouveaux contribuables, comment remplir et déposer la déclaration, délai pour le dépôt, prolongation, conséquences en cas de non dépôt)	
IV.	Situation personnelle, professionnelle et familiale	7
	(revenus et fortune des enfants mineurs)	
V.	Revenu de l'activité	8
	V.I Revenu d'une activité salariée	8
	V.II Revenu d'une activité indépendante	9
	V.III Revenu de l'activité agricole	9
	V.IV Autres revenus d'activité	10
	V.V Indemnités pour perte de gain	10
VI.	Frais d'acquisition du revenu	11
VII.	Autres revenus et état de la fortune	14
	VII.I Rentes et pensions	14
	VII.II Revenu et fortune provenant de capitaux	15
	VII.III Revenu et fortune provenant d'immeubles	18
	VII.IV Autres revenus	21
	VII.V Autres éléments de la fortune	22
VIII.	Déductions sur revenu et fortune	23
	VIII.I Primes, cotisations d'assurances	23
	VIII.II Intérêts et dettes	26
	VIII.III Autres déductions sur le revenu	27
IX.	Revenu net	32
X.	Divers	39
	X.I Prestations en capital	39
	X.II Revenus non imposables	40
	X.III Gains immobiliers	40
	X.IV Infractions fiscales	41
	X.V Encaissement de l'impôt	41
	X.VI Barèmes et calcul de l'impôt	44
XI.	Impôt fédéral direct (différences entre l'impôt cantonal et fédéral)	46

Adresses et téléphones utiles au dos des instructions

III. Informations générales

Pourquoi êtes-vous astreint au paiement de l'impôt?

Vous êtes assujetti-e-s à l'impôt dans le canton de Fribourg en raison de votre domicile dans une commune du canton ou parce que d'autres éléments prévus par la loi vous y rattachent (séjour, propriété ou usufruit d'immeubles, etc.).

Si vous estimez ne pas être soumis à l'impôt dans notre canton, vous devez nous renvoyer votre déclaration en exposant les motifs.

Nouveaux contribuables (2017)

Le/La contribuable qui, durant l'année 2017, a commencé une activité lucrative ou un apprentissage, est devenu-e majeur-e, est arrivé-e d'un autre canton ou de l'étranger (voir remarque en page 3) ou est assujetti-e pour la première fois dans notre canton doit également remplir une déclaration d'impôt 2017.

Comment remplir et déposer la déclaration fiscale ?

Trois possibilités s'offrent à vous : remplir la déclaration à la main (envoi postal) ; utiliser le logiciel FriTax (imprimer et envoi par courrier postal); passer à FriTax (dépôt par Internet).

- 1) Remplir à la main :** utilisez uniquement les documents originaux que vous avez reçus. Vous devez les signer et les retourner par la Poste.
- 2) Télécharger le logiciel FriTax :** plus de 100 000 contribuables utilisent déjà cet outil depuis 2003. Il est disponible sur notre site Internet (www.fr.ch/FriTax). A la fin du processus, vous choisissez l'option d'imprimer les documents sur papier libre. Les données sont regroupées sur une feuille de codes-barres pour faciliter la saisie des déclarations à l'arrivée. Les documents imprimés, y compris la feuille de codes, sont signés et adressés par courrier postal avec les pièces justificatives. L'original de la déclaration doit également être retourné (utile pour l'archivage des dossiers).
- 3) Envoi électronique avec FriTax :** vous téléchargez normalement le logiciel FriTax. A la fin du processus, vous avez l'option d'envoyer votre déclaration par Internet au lieu de l'imprimer. L'envoi se fait via une liaison Internet sécurisée et cryptée. FriTax présente de nombreux avantages : il n'est plus nécessaire d'imprimer et d'acheminer la déclaration par voie postale; la signature manuscrite est abandonnée; la plupart des pièces justificatives ne sont plus demandées (**les exigences figurant dans le logiciel priment sur celles des présentes instructions générales**).

Nous vous encourageons vivement à utiliser l'option FriTax. Autant le logiciel que notre site Internet contiennent toutes les informations nécessaires.

Délai pour le dépôt de la déclaration?

Le 31 mars 2018 ou à la date indiquée sur la déclaration d'impôt, directement au Service cantonal des contributions, case postale, 1701 Fribourg, par Internet ou au moyen de l'enveloppe prévue à cet effet (à affranchir).

Obtenir une prolongation de délai ?

Si vous n'êtes pas en mesure de déposer votre déclaration dans le délai, vous pouvez obtenir une prolongation en payant 20 fr. au moyen du BVR codé attaché à votre déclaration.

Conséquences en cas de non dépôt ?

Le/La contribuable qui n'a pas remis sa déclaration d'impôt dans le délai, ni sollicité une prolongation de délai, recevra un rappel/sommation. Il sera invité à déposer sa déclaration dans un délai de 10 jours. A défaut, il se verra notifier une taxation d'office et sera passible d'une amende jusqu'à 1000 fr.

IV. Situation personnelle, professionnelle et familiale, (première page de la déclaration)

Toutes les données figurant sur cette page sont à compléter ou à corriger. **Le/La contribuable doit donner les renseignements nécessaires sur sa situation personnelle, professionnelle et familiale au 31 décembre 2017 ou à la fin de l'assujettissement.**

Pour l'octroi des déductions sociales, les cases A*, B* ou C* sont à cocher. Un enfant ou une personne à charge vit selon A* dans votre ménage, selon B* p. ex. auprès de l'autre parent ou C* p. ex. alternativement chez vous et ailleurs (propre domicile ou chez l'autre parent).

Les époux vivant en ménage commun sont assujettis ensemble à l'impôt. C'est pourquoi ils ne remplissent qu'une déclaration et la signent tous les deux.

Pour **les partenariats enregistrés**, le statut des partenaires correspond à celui des époux. Tant qu'ils vivent légalement et effectivement en ménage commun, les partenaires sont imposables ensemble et ne remplissent qu'une seule déclaration fiscale. Les indications à mentionner sous la rubrique «Epoux» resp. «personnes mariées» s'appliquent par analogie aux partenaires enregistrés.

Revenus et fortune des enfants mineurs (c.-à-d. des enfants qui, au 31 décembre 2017, n'ont pas encore 18 ans révolus)

☞ Revenu du travail

Le revenu provenant de l'activité lucrative des enfants mineurs est imposé séparément. **L'enfant doit remplir sa propre déclaration d'impôt.** Ce revenu comprend également les gains acquis en compensation par l'enfant, telles que les indemnités journalières découlant d'assurances chômage, maladie, accidents et invalidité, les rentes de la CNA et les indemnités pour dommages permanents, même si l'enfant n'a pas encore exercé d'activité lucrative.

☞ Autres revenus et fortune

Les autres revenus (rendements de capitaux, gains de loterie, parts à des successions non partagées, etc.) et la fortune (capitaux, immeubles, etc.) des enfants mineurs **doivent être indiqués par le détenteur de l'autorité parentale** dans sa propre déclaration. Ces revenus comprennent également les revenus acquis en compensation, mais qui ne sont pas en liaison avec l'activité à but lucratif (par exemple les rentes d'orphelin-e-s).

V. Revenu de l'activité

Tout revenu du conjoint, quel que soit son montant et sans considération du régime matrimonial (donc aussi lors de séparation de biens), est ajouté à celui de l'époux / de la personne 1. Il n'est fait d'exceptions qu'en cas de divorce et de séparation de corps ou de fait.

Important
Les codes indiqués ci-après se réfèrent aux codes de la déclaration d'impôt

V.I Revenu d'une activité salariée

Code 1.110 Activité salariée principale

Le revenu réalisé durant l'année 2017 par les personnes travaillant pour le compte d'autrui (salarié-e-s) doit être prouvé au moyen du certificat de salaire remis par l'employeur.

On indiquera le salaire net selon chiffre 11 du certificat de salaire. Pour les rachats d'années d'assurance (2e pilier, caisse de pension), se référer au code 4.140.

L'autorité de taxation se réserve le droit de contrôler que les éventuelles indemnités pour frais versées par l'employeur-euse ont effectivement servi à couvrir des dépenses. Les indemnités pour frais exagérées font partie du salaire et sont imposées comme telles.

Le/La contribuable doit impérativement indiquer les éventuelles interruptions de travail durant l'année 2017 (maladie, congés non payés, etc.) et déclarer, le cas échéant, sous codes 1.510 à 1.530 de la déclaration, les indemnités pour perte de gain qu'il/elle a touchées.

Il/Elle doit si nécessaire, remplir la rubrique «activité salariée» figurant dans l'annexe 03 «Revenu d'activité-Frais d'acquisition».

Les salaires perçus selon le Chèque emploi doivent être déclarés et attestés par un certificat de salaire. Ce n'est pas le cas des salaires déclarés en procédure simplifiée. De plus amples informations figurent en page 1.

Code 1.120 Activité salariée accessoire

On indiquera tous les revenus provenant d'une activité lucrative accessoire de tout genre.

Si nécessaire, le/la contribuable remplira la rubrique «activité salariée» figurant au verso de l'annexe 03 «Revenu d'activité-Frais d'acquisition».

La déduction forfaitaire est prévue spécialement sous le code 2.140.

Les salaires perçus selon le Chèque emploi doivent être déclarés et attestés par un certificat de salaire. Ce n'est pas le cas des salaires déclarés en procédure simplifiée. De plus amples informations figurent en page 1.

Code 1.130 Allocations non versées par l'employeur-euse (familiales, naissance, etc.)

On indiquera sous cette rubrique, les allocations familiales pour indépendants-es et les indemnités qui n'ont pas été versées par l'employeur-euse (**allocations de naissance, de maternité et pour enfants** versées directement par une caisse de compensation) ou qui ne figurent pas sur le certificat de salaire (pourboires, etc.).

V.II Revenu d'une activité indépendante

Les «Instructions complémentaires pour les contribuables exerçant une activité lucrative indépendante» donnent de plus amples détails à ce sujet. Si elles n'ont pas été jointes au présent envoi, elles peuvent être obtenues gratuitement auprès du Service cantonal des contributions.

Code 1.210 Activité indépendante principale

Tous/Toutes les indépendant-e-s ont l'obligation de présenter une comptabilité. Ils/Elles doivent joindre à leur déclaration les bilans et comptes de pertes et profits clos durant l'année 2017 (2016/2017 lorsque l'exercice comptable ne coïncide pas avec l'année civile), ainsi que l'annexe 05 qui doit être remplie de façon précise et complète.

Code 1.220 Activité indépendante accessoire

Le/La contribuable remplira au besoin la rubrique «activité indépendante» figurant au verso de l'annexe 03 «Revenu d'activité-Frais d'acquisition».

V.III Revenu de l'activité agricole

Des informations plus détaillées sont contenues dans les «Instructions complémentaires pour les contribuables exerçant une activité agricole». Ces instructions peuvent être obtenues gratuitement auprès du Service cantonal des contributions au cas où elles n'auraient pas été jointes au présent envoi.

Code 1.310 Activité principale et/ou accessoire

Les agriculteurs-trices ont l'obligation de présenter une comptabilité. Ils/Elles doivent joindre à leur déclaration les bilans et comptes de pertes et profits clos durant l'année 2017 (2016/2017 lorsque l'exercice comptable ne coïncide pas avec l'année civile). En outre, ils/elles ont l'obligation de fournir, avec leur déclaration d'impôt, l'annexe 06 qui doit être remplie de façon précise et complète.

V.IV Autres revenus d'activité

Code 1.410 Administrateurs-trices de personnes morales

On indiquera le total net des montants touchés, soit après déduction des cotisations AVS/AI/APG/AC. Aucune autre déduction ne peut être accordée, car les éventuels frais sont en général remboursés spécialement.

Code 1.420 Sociétés en nom collectif ou en commandite

On indiquera la raison sociale de la société. Les associé-e-s mentionneront leur part au revenu (se référer au questionnaire rempli par la société).

V.V Indemnités pour perte de gain

Codes 1.510 à 1.530

Les indemnités journalières d'assurance-chômage seront indiquées ici dans la mesure où elles ne sont pas comprises dans le certificat de salaire et déclarées sous le code 1.110. On joindra une attestation qui est délivrée par la caisse d'assurance-chômage.

Les allocations pour perte de gain **en raison de service militaire, de protection civile et de service civil, cours de moniteur-trice de Jeunesse et Sport et cours de moniteur jeunes tireurs** seront indiquées lorsque le/la contribuable a reçu des prestations directement de la Caisse de compensation et qu'elles ne figurent pas dans le certificat de salaire.

VI. Frais d'acquisition du revenu

Les déductions qui suivent concernent **les activités dépendantes exercées à titre principal**. Pour les simples occupations accessoires salariées, veuillez vous référer au code 2.140. Si l'un des conjoints travaille dans l'entreprise de l'autre, les déductions ne sont admissibles que si l'on peut prouver l'existence d'un rapport de travail qui fait l'objet d'un décompte avec les assurances sociales et qui dépasse clairement le cadre de l'obligation d'assistance entre époux.

Aucune déduction n'est admise pour les frais que l'employeur-euse a pris à sa charge. Il en est de même pour les frais des enfants aux études (transport, pension, logement).

Code 2.110 Frais de transport

Sont déductibles les frais de déplacement nécessaires entre le domicile et le lieu de travail, lorsque ce lieu est notablement éloigné, c'est-à-dire plus de 1,5 km.

Lorsque plusieurs personnes effectuent ensemble le déplacement de leur domicile à leur lieu de travail, la pleine déduction des frais de déplacement ne peut être admise qu'une seule fois (soit les frais sont répartis proportionnellement, soit un seul contribuable demande la totalité de la déduction).

L'épouse / la personne 2 ne peut pas déduire des frais de déplacement supplémentaires s'il/ si elle utilise le même véhicule que l'époux / la personne 1 pour se rendre au lieu de travail.

Si le/la salarié-e utilise :

- les transports publics	}	frais effectifs (2e classe) ou les frais de la 1ère classe s'ils sont prouvés
- un vélo		}
- un cyclomoteur		
- un motorcycle (plaque jaune)		
- un motorcycle (plaque blanche)	}	Le montant qu'il/elle aurait dû dépenser en utilisant les transports publics
- une auto privée		

Toutefois, si le/la contribuable apporte la preuve qu'il/elle n'a pas de transports publics à sa disposition ou ne peut les utiliser (infirmité, éloignement, horaire défavorable), on admettra par km :

Motocycles :	40 ct.	par km
Autos :	(sans distinction de la catégorie)	
	70 ct.	par km jusqu'à 10 000 km
	60 ct.	par km pour les 10 000 km suivants (de 10 001 jusqu'à 20 000 km)
	50 ct.	par km pour les km supplémentaires (dès 20 001 km)

Code 2.110 - 2.120

Pour le trajet d'aller et retour à midi, il ne peut toutefois être compté que 15 fr. au maximum par jour, mais **3200 fr.** par an au maximum. Le nombre de jours de travail pris en considération s'élève à 220 par année. Ce chiffre correspond à celui indiqué dans les directives de l'Administration fédérale des contributions. En cas d'interruption passagère de l'activité salariée (par exemple : chômage, arrêt maladie/accident/maternité), la déduction annuelle de 220 jours est réduite au prorata.

Si nécessaire, le/la contribuable remplira la rubrique «Frais de transport» figurant au recto de l'annexe 03 «Revenu d'activité-Frais d'acquisition».

Pour les apprenti-e-s, les frais de déplacement à l'école professionnelle sont des frais de formation non déductibles.

Pour les particularités liées à l'impôt fédéral direct, voir chap. XI.

Code 2.120 Repas ou séjour hors du domicile / Travail par équipes ou de nuit à horaire continu

- **Repas pris hors du domicile** : Ces frais sont déductibles s'il est impossible au/à la contribuable de prendre le repas de midi à son domicile. Ce peut être p. ex. le cas lorsque la distance entre le lieu de travail et le domicile est importante, les horaires irréguliers, la pause de midi trop courte ou les liaisons avec les moyens de transport mauvaises. La déduction s'élève à 15 fr. pour chaque repas de midi, mais à **3200 fr.** par an au maximum si le/la contribuable prend régulièrement ce repas hors du domicile.

Si l'employeur-euse réduit le prix du repas de midi (cantine, remise de bons de repas), seule la moitié de la déduction (7.50 fr. par jour, mais 1600 fr. par an au maximum) est admise.

La demi-déduction est également applicable au/à la contribuable qui, du fait d'une courte pause-repas, doit prendre au moins un repas principal par jour chez son employeur-euse (par exemple hôtellerie). En revanche, aucune déduction n'est admise si un repas principal revient au/à la contribuable à moins de 9 fr.

Pour les apprenti-e-s, les frais de repas à l'école professionnelle sont des frais de formation non déductibles.

- **Séjour hors du domicile** : le/la contribuable qui séjourne pendant la semaine à son lieu de travail peut faire valoir les déductions suivantes:
 - a) **repas pris hors du domicile** : 15 fr. par repas principal, soit 30 fr. par jour, ou **6400 fr.** par an au maximum si les circonstances existent toute l'année. Si l'employeur-euse réduit le prix du repas de midi (cantine, contribution aux frais), seule la moitié de la déduction est admise pour ce repas (7.50 fr.), soit au total 22.50 fr. (7.50 fr. + 15 fr.) par jour ou 4800 fr. par an au maximum;
 - b) **dépenses de logement** : montant du loyer **d'une chambre**, conformément aux loyers usuels au lieu de séjour (joindre une copie du contrat de bail);
 - c) **retour hebdomadaire au domicile** : les frais de déplacement nécessaires (en général transports publics, voir code 2.110).

- **Travail par équipes ou de nuit à horaire continu** : la déduction s'élève à 15 fr. pour chaque jour de travail par équipes ou de nuit à horaire continu, mais à **3200 fr.** par an au maximum si le travail par équipes ou de nuit à horaire continu est exercé toute l'année. Le travail à horaire irrégulier est assimilé au travail par équipes, si les deux repas principaux ne peuvent être pris à domicile aux heures habituelles. Les frais supplémentaires engendrés par le travail par équipes ou de nuit à horaire continu ne sont déductibles que s'ils ne sont pas pris en charge par l'employeur-euse. En principe, cette déduction ne peut pas être revendiquée en plus de la déduction pour repas ou pour séjour hors du domicile.

Si nécessaire, le/la contribuable remplira encore les rubriques figurant au verso de l'annexe 03 «Revenu d'activité-Frais d'acquisition».

Code 2.130 Autres frais professionnels

Déduction forfaitaire s'élevant à **3%** du salaire net, au minimum **2000 fr.** et au maximum **4000 fr.** par année (une déduction plus élevée n'est accordée que sur présentation du détail des frais avec pièces justificatives). La déduction forfaitaire est à réduire dans une mesure convenable si l'activité lucrative n'est exercée que durant une partie de l'année.

Cette déduction inclut toutes les dépenses d'outillage nécessaires à l'exercice de la profession (y compris le matériel informatique et les logiciels et les ouvrages professionnels), les vêtements professionnels, les dépenses résultant de l'usure exceptionnelle des chaussures et des vêtements, de l'exécution de travaux pénibles ainsi que des frais d'utilisation d'une chambre de travail privée.

Au lieu de la déduction forfaitaire, le/la contribuable peut choisir de faire valoir ses dépenses effectives. Il/Elle doit alors justifier la totalité des dépenses effectives ainsi que leur nécessité sur le plan professionnel.

☞ Frais de formation et de reconversion, voir code 4.420.

Code 2.140 Frais pour activité accessoire salariée

Le/La contribuable peut déduire comme frais professionnels **20%** du montant indiqué sous le code 1.120, au minimum **800 fr.** (mais au maximum le montant du gain s'il est inférieur à 800 fr.), et au maximum **2400 fr.** par an pour l'ensemble de ces gains. S'il/Si elle prétend à des déductions plus élevées, il/elle doit fournir le détail avec pièces justificatives à l'appui.

Code 2.510 Déduction pour activité lucrative des deux conjoints

Si les deux conjoints imposés en commun exercent chacun une activité lucrative, un montant de **500 fr.** peut être déduit du **revenu le plus bas**. Une déduction analogue est accordée lorsque l'un des conjoints fournit un travail important pour seconder l'autre dans sa profession, son commerce ou son entreprise. Si le montant du revenu le plus bas se monte, après déductions des éventuels frais d'acquisition du revenu (codes 2.110 à 2.140), à un montant inférieur à 500 fr., seul ce montant pourra être déduit. Dans tous les cas, une seule colonne du code 2.510 peut être utilisée.

VII. Autres revenus et état de la fortune

VII.I Rentes et pensions

Code 3.110 1er pilier: rentes AVS et AI

Toutes les rentes AVS (rente de vieillesse, de veuf/veuve et d'orphelin-e) et AI sont imposables, y compris les rentes extraordinaires. Il est important de joindre un justificatif pour l'année **2017**. L'autorité fiscale pourra ainsi déterminer si le/la contribuable touche des prestations complémentaires ou des allocations pour impotents, prestations qui ne sont pas imposables.

Code 3.120 2e pilier: rentes provenant d'institutions de prévoyance professionnelle

Le/La contribuable doit déclarer toutes les **rentes et autres prestations périodiques provenant d'une institution de prévoyance**, telles que les rentes de vieillesse, d'invalidité, de veuf/veuve et d'orphelin-e. Joindre les attestations nécessaires. Les rentes de l'assurance militaire qui ont commencé à courir ou sont devenues exigibles après le 1er janvier 1994 doivent également être déclarées sous ce code.

Code 3.130 3e pilier a: rentes provenant de formes reconnues de la prévoyance individuelle liée

Il s'agit des rentes et autres prestations périodiques provenant de contrats spéciaux d'assurance de rentes conclus avec les établissements d'assurances. Joindre les attestations nécessaires.

Code 3.140 3e pilier b: autres rentes et pensions

Doivent être déclarées sous cette rubrique toutes les rentes et pensions qui ne concernent pas les codes 3.110, 3.120 et 3.130. On doit notamment indiquer les rentes accidents de la SUVA ou d'un autre établissement d'assurance-accidents et les rentes pour responsabilité de tiers (RC), dommages permanents ou invalidité.

Les revenus provenant de rentes viagères ou d'un contrat d'entretien viager sont toujours imposables à raison de 40%.

Joindre les attestations nécessaires. Pour les revenus non imposables, se référer au chapitre X, section X.II.

Code 3.150 Pension alimentaire obtenue par le/la contribuable et / ou pour les enfants mineurs

La pension alimentaire touchée pour l'entretien des enfants mineurs (jusqu'à 18 ans) doit être déclarée, y compris pour ceux qui sont nés hors mariage. **Les pièces justificatives indiquant de manière détaillée la part du/de la conjoint-e et celle des enfants doivent être produites.**

Le/La contribuable doit en outre remplir la rubrique «- E - Pension alimentaire» figurant à la dernière page de la déclaration d'impôt.

VII.II Revenu et fortune provenant de titres et autres placements de capitaux

Codes 3.210 et 3.220

L'annexe 01 «Etat des titres et autres placements de capitaux» sert au/à la contribuable et aux personnes qu'il/elle représente dans leurs obligations fiscales (son/sa conjoint-e et ses enfants mineurs) à **établir le montant de la fortune en titres et autres placements de capitaux imposables au 31 décembre 2017 (en propriété et en usufruit) et le rendement de cette fortune en 2017.**

L'annexe 01 sert également de **demande de remboursement et d'imputation de l'impôt anticipé** qui a été déduit de ces rendements.

A. INDICATIONS SUR LA MANIÈRE DE REMPLIR L'ÉTAT DES TITRES

- Verso de la formule, colonne marginale

Les valeurs faisant partie de la **fortune commerciale** d'un/une contribuable exerçant une profession indépendante doivent être désignées par la lettre «C» et les participations qualifiées par la lettre «R».

- Colonnes 1 et 2 : désignation des valeurs

Doivent en particulier être déclarés:

- a) les comptes et carnets d'épargne et de dépôt auprès des banques, les avoirs en compte courant bancaire et sur compte de chèques postaux, les parts de fonds de rénovation du régime des propriétés par étages (PPE);
- b) les valeurs mobilières: obligations, obligations de caisse, actions, parts sociales de S. à r. l. et de sociétés coopératives, bons et actions de jouissance, parts de fonds de placement;
- c) les dépôts de primes auprès des sociétés d'assurances, créances hypothécaires et autres créances, titres et avoirs étrangers de toute nature (même bloqués) à l'exception des valeurs déjà mentionnées sur la formule DA-1;

- d) les gains provenant de loteries, Loterie à numéros, Sport-Toto, Toto-X, Trio, Loto, PMU, tombolas, en Suisse et à l'étranger.

- Colonnes 3 et 4 : rendements

Les rendements doivent être indiqués dans les colonnes suivantes: les rendements **soumis** à l'impôt anticipé dans la colonne 3, ceux qui ne sont pas soumis à l'impôt anticipé, dans la colonne 4. Les rendements de participations qualifiées doivent être déclarés à leur valeur brute. La déduction de 50 % des rendements doit figurer sous le code 4.160.

Il y a lieu de joindre les attestations et bordereaux d'encaissement.

- a) **Revenus des titres suisses et étrangers** : il faut indiquer tous les intérêts, fractions d'intérêt et parts aux bénéficiaires provenant d'avoirs et participations de toute nature et reçus sous forme de versement, virement, inscription au crédit, imputation ou d'une autre manière. Sont aussi considérées comme intérêts et parts aux bénéficiaires, les prestations appréciables en argent provenant d'avoirs ou de participations et reçues sous forme d'actions gratuites, d'obligations gratuites, de libérations gratuites, d'excédents de liquidation sous toute autre désignation, si ces prestations ne constituent pas juridiquement un remboursement d'un avoir ou d'une part au capital que possède le/la contribuable. Les revenus résultant de l'aliénation ou du remboursement d'obligations à intérêt unique prédominant (IUP) ainsi que les rendements réinvestis des fonds de croissance/fonds de thésaurisation sont également imposables.

Par contre, les intérêts **courus** que le/la vendeur-euse d'un titre perçoit pour la cession du droit à l'intérêt en cours ne doivent pas être déclarés.

- b) **Gains de loteries** : Les attestations et coupons postaux (avis de virement, mandats, avis par internet), sont obligatoires et doivent être joints. Toutefois chaque gain jusqu'à 1000 fr. est exonéré.

Les gains en nature sont imposables à 60%. Une déduction supplémentaire de 2000 fr. est accordée sur la part imposable.

- c) **Rendements de la fortune commerciale** : **Si la clôture des exercices ne coïncide pas avec l'année civile**, il faut indiquer les rendements de capitaux échus pendant l'année civile 2017.

- Colonnes 5 et 6 : valeur imposable des éléments

- a) **Titres cotés aux bourses suisses et hors bourse** : les listes officielles des cours au 31.12.2017 éditées par l'Administration fédérale des contributions (AFC) font foi. Vous trouverez ces listes à l'adresse Internet suivante : www.estv.admin.ch.

- b) **Titres cotés aux bourses étrangères: on utilise le dernier cours du mois de décembre 2017**. La conversion en francs suisses des valeurs étrangères doit se faire aux cours qu'indique la liste officielle des cours.

- c) **Titres non cotés** : on utilise la valeur fiscale au 31 décembre 2016.

La valeur fiscale doit être communiquée par la société concernée à ses actionnaires ou sociétaires. On peut inscrire provisoirement, sous réserve de rectifica-

tion par l'autorité de taxation, la valeur fixée pour la période fiscale 2016. Le/ La contribuable qui remplit certaines conditions peut faire valoir la déduction forfaitaire de 30% pour des restrictions apportées à des droits patrimoniaux.

- d) **Actions et options de collaborateurs-trices** : les actions et options de collaborateurs-trices doivent être déclarées dans l'annexe 01 «Etat des titres» ainsi que la durée de blocage. En principe, les revenus imposables sont inclus dans le certificat de salaire et son annexe. Imposition des plans d'intéressements «à l'exercice»: indiquer les détails en mentionnant «pour mémoire» sous la rubrique «fortune».
- e) **Créances et avoirs** : on utilise en principe la valeur nominale.

B. REMBOURSEMENT DE L'IMPÔT ANTICIPÉ ET DE LA RETENUE SUPPLÉMENTAIRE D'IMPÔT EN SUISSE (USA) IMPUTATION FORFAITAIRE D'IMPÔT

- Domicile :

La demande doit être déposée dans le canton où le/la contribuable était domicilié-e au **31 décembre 2017**.

- Délai de prescription :

Le droit au remboursement de l'impôt anticipé s'éteint s'il n'est pas exercé au plus tard jusqu'à l'expiration de la **troisième** année civile suivant celle de l'échéance de l'impôt anticipé. **Les prolongations de délai accordées pour la remise de la déclaration d'impôt** ne libèrent pas de l'obligation de présenter les demandes de remboursement de l'impôt anticipé dans le délai de prescription. Lorsque l'ayant droit est inconnu ou que ce droit lui est contesté, une demande détaillée doit au moins être remise à temps pour que le délai de prescription soit respecté.

- Remboursement ou imputation :

Le remboursement ou l'imputation s'opère par déduction sur le décompte fixant le solde de l'impôt 2018. Le montant à rembourser ou à imputer ne porte pas intérêt, selon les dispositions de la loi fédérale sur l'impôt anticipé.

- Obligation de déclarer :

La perception de l'impôt anticipé ou d'un impôt étranger à la source ne libère pas de l'obligation de déclarer les rendements de capitaux et la fortune dont ils découlent. **Celui/Celle qui ne déclare pas ces éléments** perd, le cas échéant, tout droit au remboursement de l'impôt anticipé.

- Fortune et revenu de l'enfant mineur :

La fortune de l'enfant mineur (jusqu'à 18 ans) ainsi que les revenus qui proviennent de cette fortune s'ajoutent à ceux du/de la détenteur-trice de l'autorité parentale.

- Formules :

Toutes les formules mentionnées dans le présent chapitre, de même que les formules concernant la retenue supplémentaire d'impôt en Suisse (DA-1), l'imputation forfaitaire d'impôt (DA-1/DA-2/DA-3) et le dégrèvement des impôts étrangers, sont délivrées par le Service cantonal des contributions, Secteur de l'impôt anticipé.

Les formules spéciales pour le remboursement de l'impôt étranger retenu à la source étrangère peuvent être téléchargées directement depuis l'adresse Internet www.fr.ch/scc/formulaires ou obtenues au secteur impôt anticipé.

- Cas spéciaux :

a) Des renseignements relatifs à la déclaration et à la demande de remboursement de l'impôt anticipé concernant les **sociétés simples, hoiries/successions non partagées et indivisions, consortiums** peuvent être obtenus auprès du Secteur de l'impôt anticipé.

b) **Fonds de rénovation PPE, sociétés en nom collectif, en commandite, associations, fondations et autres personnes morales :**

Le droit au remboursement de l'impôt anticipé doit être exercé par la société au moyen de la formule 25 à adresser à l'Administration fédérale des contributions, Division principale de l'impôt fédéral direct, des droits de timbre et de l'impôt anticipé, Eigerstrasse 65, 3003 Berne.

Code 3.230 Numéraire, billets de banque, or et autres métaux précieux

Billets de banque étrangers, or et autres métaux précieux : indiquer la valeur vénale figurant dans les listes officielles des cours au 31.12.2017.

Code 3.240 Successions non partagées

Chaque membre ou associé-e indiquera sa part au revenu et à la fortune.

VII.III Revenu et fortune provenant d'immeubles, de terrains et de forêts

Si vous êtes **propriétaire d'un seul immeuble**, vous devez uniquement remplir la lettre B «Immeuble» figurant en dernière page de la déclaration d'impôt.

- **Superficie du terrain** : la superficie du terrain doit tenir compte du nombre de m², y compris la surface utilisée par les constructions.
- **Date de fin de construction** : pour les constructions de moins de 10 ans: le mois et l'année / pour les plus anciennes, l'indication de l'année suffit.
- **Type de frais d'entretien** : on indiquera le type de frais d'entretien choisi [10%, 20%, frais effectifs (FE)] et le montant des frais d'entretien, y compris les investissements destinés à économiser l'énergie et à ménager l'environnement.

Si vous êtes **propriétaire de plusieurs immeubles**, vous devez compléter l'annexe 04 «Etat des immeubles» disponible auprès du Service cantonal des contributions.

Propriétaires de biens culturels immeubles : Les propriétaires qui ont des biens culturels immeubles dans leur patrimoine privé peuvent déduire les frais occasionnés par des travaux de restauration entrepris en vertu de dispositions légales, en accord avec les autorités ou sur leur ordre, pour la part non couverte par des subventions.

Immeubles situés à l'étranger : On indiquera, en francs suisses, la valeur vénale des immeubles situés à l'étranger. Cette valeur sera prise en considération uniquement pour les répartitions internationales et pour la détermination du taux d'imposition.

Théorie de la prépondérance : L'immeuble est soit privé, soit commercial, suivant le caractère prédominant de la partie privée ou commerciale.

Valeur locative des locaux professionnels : le montant à indiquer est celui qui a été pris en considération comme frais généraux pour la détermination du revenu sous code 1.210 de la déclaration. Cette valeur doit être estimée au montant que le contribuable aurait dû payer comme loyer pour des locaux de même nature dans une situation semblable.

Valeur locative du logement : elle doit être déclarée sous code 3.310 ou 3.320 suivant le caractère prédominant de l'immeuble.

Code 3.310 Immeubles privés

Valeur locative

Les montants de la valeur locative (revenu) et de la valeur fiscale (fortune) ont été augmentés à partir de la période fiscale 2014. Ces valeurs restent en principe actuelles.

En cas de location à un tiers d'une partie de l'immeuble privé occupé au surplus par le/la propriétaire, ou en cas de sous-location de l'immeuble privé, les loyers encaissés doivent être déclarés sous le code 3.340. La valeur locative est réduite en proportion.

Nouveaux propriétaires

Les contribuables qui sont devenus propriétaires après le 1er janvier 2017 voudront bien demander expressément le questionnaire immeubles auprès du secrétariat communal ou du Service cantonal des contributions. Il peut être également téléchargé à l'adresse suivante : www.fr.ch/scc/estimation_immeubles.

La **valeur fiscale** correspond à la moyenne entre la valeur vénale (marchande) et le double de la valeur de rendement, selon la formule suivante :

$$\frac{2 \times \text{Valeur de rendement (valeur locative capitalisée)} + 1 \times \text{Valeur vénale}}{3} = \text{VALEUR FISCALE}$$

Travaux de transformation et d'agrandissement

Les contribuables ayant procédé à des transformations dans leur immeuble (agrandissement, rénovation intérieure, aménagement des combles, construction d'un couvert à voiture ou d'une piscine enterrée, etc.) voudront bien demander le questionnaire immeubles auprès du secrétariat communal ou du Service cantonal des contributions afin d'y rapporter ces modifications. Il peut être également téléchargé à l'adresse suivante : www.fr.ch/scc/estimation_immeubles.

Code 3.320 Immeubles commerciaux

La **valeur fiscale** des immeubles faisant partie de la fortune commerciale du/de la contribuable se calcule de la même manière que pour les immeubles privés. Toutefois, pour les biens immobiliers sans rendement, la valeur fiscale correspond à la moyenne arithmétique entre le double de la valeur vénale et la valeur de rendement.

Code 3.330 Immeubles agricoles

Valeur locative des immeubles agricoles : le montant à indiquer est celui qui a été pris en considération comme frais généraux pour la détermination du revenu sous code 1.310 de la déclaration. Cette valeur doit être estimée au montant que le/la contribuable aurait dû payer comme fermage pour une exploitation de même nature dans une situation semblable.

Valeur locative du logement : elle doit être incluse sous code 1.310.

La **valeur fiscale** des immeubles servant exclusivement à l'exploitation agricole est estimée à la valeur de rendement, qui est déterminée par un arrêté du Conseil d'Etat. A cet effet, les propriétaires d'immeubles agricoles (terrains, bâtiments) et de forêts **qui exploitent eux-mêmes leur domaine** doivent reporter, sous code 3.330, la valeur fiscale retenue dans l'avis de taxation de la période fiscale précédente.

Les immeubles agricoles qui ne sont pas exploités par le/la contribuable lui/elle-même, ainsi que les forêts privées (pour la fortune) doivent figurer impérativement sous le code 3.310 (immeubles privés). Par contre, le rendement des forêts (qu'elles soient privées, commerciales ou agricoles) doit être déclaré sous le code 3.350.

Les contribuables qui sont devenus propriétaires d'immeubles agricoles ou de forêts après le 1er janvier 2017 voudront bien demander expressément le questionnaire immeubles agricoles auprès de la commune ou du Service cantonal des contributions.

Code 3.340 Loyers

Code 3.343 Fermages

Code 3.345 Droit d'habitation

Le/La contribuable doit indiquer sous ce code uniquement le rendement des immeubles qu'il/elle loue à des tiers. Quant à la valeur fiscale des immeubles loués à des tiers, elle figurera, selon la nature de ces immeubles, sous les codes 3.310, 3.320 ou 3.330.

Loyers encaissés (3.340) : on indiquera le montant brut des locations, y compris la réduction de loyer accordée au/à la concierge ou au/à la gérant-e et les paiements

des locataires pour frais accessoires, pour autant qu'ils n'aient pas été calculés séparément. On ne mentionnera pas les indemnités pour chauffage, eau chaude et nettoyage de la cage d'escalier et de l'entrée, dans la mesure où elles n'excèdent pas les dépenses effectives du propriétaire.

Logements de vacances meublés : les recettes seront indiquées à raison de 4/5 (ou de 2/3 lorsque le propriétaire met aussi le linge à disposition).

Fermages encaissés (3.343) : on indiquera également les prestations en nature fournies par le/la fermier-ère et les recettes provenant de l'affermage de cours d'eau pour la pêche.

Droit d'habitation (3.345) : le/la propriétaire d'un immeuble grevé d'un droit d'habitation doit déclarer la valeur de ce droit (plus d'infos au code 3.310) sous le code 3.345. Parallèlement, il/elle doit l'indiquer comme charge durable sous le code 4.335. Le/La bénéficiaire du droit d'habitation doit le déclarer sous le code 3.410 «Autres revenus».

Code 3.350 Autres rendements immobiliers

On indiquera :

- le rendement effectif des forêts (coupe de bois pour la vente et l'usage personnel). Les propriétaires de forêts qui ont choisi l'imposition forfaitaire inscriront comme rendement le 5% de la valeur fiscale des forêts appartenant à leur fortune privée (l'imposition forfaitaire n'est possible que si les revenus de la forêt restent modestes);
- les intérêts reçus de la Confédération pour des biens immobiliers mis en location en lien avec l'encouragement à la construction de logements;
- les rentes reçues pour l'octroi d'un droit de superficie ou l'exploitation de gravières (ventes au m³). Si une indemnité unique est versée, elle est soumise en règle générale à l'impôt sur les gains immobiliers (voir chap. X.III);
- les revenus provenant de l'octroi d'un droit d'utilisation (force hydraulique);
- dédit pour non-exercice d'un droit d'emption;
- prestation constituée par le loyer payé d'avance pour plusieurs années;
- les abaissements supplémentaires (avances annuelles à fonds perdu) accordés par la Confédération aux propriétaires de logements et maisons familiales. Les abaissements de base (avances remboursables) ne doivent pas être déclarés;
- la revente d'énergie au moyen d'installations solaires photovoltaïques.

VII.IV Autres revenus

Code 3.410

On indiquera, en spécifiant leur nature, tous les revenus qui ne sont pas mentionnés sous les codes précédents.

Exemples :

- **Droit d'habitation** (pour le/la bénéficiaire): il doit être estimé au montant qui aurait dû être payé à des tiers pour un logement semblable (plus d'infos au code 3.310).
- **Sous-location d'appartements ou de chambres** : le loyer encaissé n'est en principe pas imposable étant donné qu'il a uniquement pour effet de réduire le loyer principal du/de la locataire. On peut toutefois se trouver en présence d'un revenu imposable si un loyer supérieur au prix de location est versé. Pour la sous-location d'immeubles habités par leur propriétaire, voir code 3.310.

VII.V Autres éléments de la fortune

Code 3.510 Autos, bateaux, etc.

Ils sont imposables pour leur valeur vénale actuelle. En règle générale, un amortissement de 30% du prix d'achat est admis pour la 1^{ère} année et 20% du solde obtenu pour chaque année suivante.

Code 3.520 Assurances sur la vie et assurances de rentes

Avant d'indiquer un montant, le/la contribuable doit remplir la rubrique «Assurances» figurant sous la lettre A de la dernière page de la déclaration.

Avant leur versement, les prétentions envers les institutions de prévoyance professionnelle (2^e pilier) et les formes reconnues de prévoyance individuelle liée (pilier 3a) ne sont pas soumises à l'impôt sur la fortune. Elles ne doivent dès lors pas être indiquées sous le code 3.520.

Seules les assurances qui ont une valeur de rachat sont soumises à l'impôt sur la fortune. Toutefois, il est important de mentionner au verso de la déclaration d'impôt, sous lettre A, celles qui n'ont pas de valeur de rachat afin que les primes payées puissent être déduites du revenu (code 4.120 de la déclaration).

Ont une valeur de rachat :

- les assurances ordinaires sur la vie (assurances de capitaux);
- les assurances de rentes s'il a été stipulé un remboursement du capital;
- Les sociétés d'assurances vous fourniront les attestations des valeurs de rachats au 31 décembre 2017. Étant donné que les participations aux bénéfices (participations aux excédents) font également partie de la fortune imposable, la valeur vénale attestée doit être déclarée. L'attestation doit être jointe à la déclaration.

N'ont pas de valeur de rachat :

- toutes les autres assurances de rentes;
- les assurances risque pur. Il s'agit d'assurances pour lesquelles le capital n'est exigible que si l'assuré meurt pendant la durée d'assurance.

Code 3.530 Collections, œuvres d'art, bijoux, etc.

Tombent dans cette catégorie par exemple les bateaux, chevaux de selle, œuvres d'art, bijoux, tableaux, timbres et autres collections, biens immatériels, etc. Le mobilier de ménage n'est pas imposable.

Code 3.570 Fortune mobilière placée dans l'exploitation

Le/La contribuable remplit l'annexe 05 «Revenus d'activité indépendante» relative au revenu des indépendants ou, s'il/si elle exerce une activité agricole, l'annexe 06 avant d'indiquer un montant sous le code 3.570.

VIII. Déductions sur revenu et fortune**VIII.I Primes, cotisations d'assurances et déduction des intérêts de capitaux d'épargne****Code 4.110 Caisse-maladie et accidents**

Sont déductibles les primes d'assurance-maladie et accidents forfaitaires suivantes pour l'année 2017 (montants identiques à ceux accordés pour 2016):

4380 fr.	par an	pour le/la contribuable célibataire, séparé-e, divorcé-e ou veuf/veuve,
8760 fr.	par an	pour les époux,
4040 fr.	par an	pour chaque enfant à charge né pendant les années 1993 -1999 (jeunes adultes en formation),
1040 fr.	par an	pour chaque enfant à charge jusqu'à 18 ans révolus (né pendant les années 2000 - 2017).

Le droit à la déduction pour chaque catégorie d'assurés est déterminé en fonction de l'âge au 31 décembre 2017 ou à la fin de l'assujettissement. Les assurés qui sont au bénéfice **d'une réduction de primes** ne peuvent déduire que la différence entre la déduction forfaitaire et les subventions versées par l'Etablissement cantonal des assurances sociales (ECAS). **Si vous ne connaissez pas ou plus le montant des subventions, l'autorité fiscale en tient compte d'office.**

Code 4.120 Autres primes et cotisations (3e pilier b)

Le/La contribuable est prié-e de remplir la rubrique «Assurances» figurant sous lettre A de la dernière page de la déclaration d'impôt. Ces indications sont nécessaires pour bénéficier de la déduction des primes.

Déductions maximales :

- 1500 fr. pour les personnes mariées vivant en ménage commun,
- 750 fr. pour les autres contribuables.

Cette rubrique concerne les assurances dont les primes n'ont pas été déduites en application des codes 4.110, 4.130 et 4.140, telles que: les assurances-vie susceptibles et non susceptibles de rachat, les assurances risque pur (assurances pour lesquelles le capital n'est exigible que si l'assuré-e meurt pendant la durée d'assurance), les assurances pour indemnités journalières, les assurances de rentes viagères.

Code 4.130 Formes reconnues de prévoyance individuelle liée (3e pilier a)

- **Droit à la déduction :** toute déduction présuppose une activité lucrative ainsi que l'obligation de cotiser à l'AVS/AI du/de la contribuable. En cas d'interruption passagère de l'activité lucrative (service militaire, chômage, maladie, etc.), le droit à la déduction reste acquis.
- **Déduction pour le/la conjoint-e :** tout-e conjoint-e qui exerce une activité peut, en principe, déduire les cotisations qu'il verse selon un contrat de prévoyance dans lequel il/elle figure comme preneur-euse de prévoyance et si un revenu du travail figure dans la déclaration d'impôt. Si l'un des conjoints seconde l'autre dans sa profession ou dans son exploitation commerciale, cette collaboration est censée se situer dans les limites de l'assistance que se doivent les époux; il appartient aux époux de prouver l'existence d'un rapport de travail dépassant ces limites s'ils entendent prétendre à une déduction pour le/la conjoint-e qui seconde l'autre (rémunération distincte sur la base d'un certificat de salaire, comptabilisé comme tel, décompté à l'AVS).
- **Déduction pour les contribuables assurés sous le régime du 2e pilier :** les salarié-e-s et indépendants-es assuré-e-s à une institution de prévoyance professionnelle (2e pilier) peuvent déduire **les cotisations mentionnées dans l'attestation** de l'établissement d'assurances ou de la fondation bancaire, **mais au maximum 6768 fr. pour l'année de calcul 2017.**
- **Déduction pour les contribuables qui ne sont pas assurés sous le régime du 2e pilier :** les salarié-e-s et indépendant-e-s qui ne sont pas affilié-e-s à une institution de prévoyance professionnelle (2e pilier) peuvent déduire **les cotisations mentionnées dans l'attestation** de l'établissement d'assurances ou de la fondation bancaire **jusqu'à 20% du revenu provenant de l'activité lucrative, mais au maximum 33 840 fr. pour l'année de calcul 2017.**

- **Remarque** : seules les cotisations effectivement versées en 2017 peuvent être déduites. La déduction n'est admise que si une attestation délivrée par l'institution d'assurance ou la fondation bancaire est jointe à la déclaration fiscale.

Par revenu du travail, il faut entendre l'ensemble du revenu obtenu par le/la contribuable dans l'exercice d'une activité lucrative, tel qu'il apparaît dans la déclaration d'impôt (codes 1.110 à 1.420). En cas d'interruption passagère de l'activité lucrative, les indemnités pour perte de gain (codes 1.510 à 1.530) remplacent le revenu du travail. Aucune déduction n'entre en ligne de compte si une perte résulte de l'activité lucrative.

Code 4.140 Rachats d'années d'assurance (2e pilier, caisse de pension)

Les cotisations courantes et sur augmentations versées aux institutions de prévoyance professionnelle sont, en règle générale, déjà déduites du salaire imposable sous code 1.110 de la déclaration (salaire net). Elles ne peuvent dès lors pas être admises en déduction une seconde fois sous code 4.140.

Seules les sommes affectées au rachat d'années d'assurance sont déductibles sous cette rubrique dans la mesure où aucune prestation sous forme de capital (y compris pour l'encouragement à la propriété) n'est versée pendant les trois ans qui suivent. Le/La contribuable doit présenter une attestation de l'établissement de prévoyance mentionnant le montant maximal du rachat autorisé.

Les cotisations pour le rachat figurant sous le chiffre 10.2 du certificat de salaire ne sont pas déductibles sous cette rubrique étant donné qu'elles ont déjà été portées en déduction du salaire. Toutefois, elles sont prises en considération pour le calcul de la déduction forfaitaire de 3 % (Code 2.130).

Code 4.150 Déduction des intérêts de capitaux d'épargne

Cette déduction n'est accordée que lorsque des rendements figurent sous les codes 3.210, 3.220 et 3.240.

Sont déductibles les montants maximaux suivants : **300 fr.** pour les personnes mariées vivant en ménage commun, **150 fr.** pour les autres contribuables.

La déduction ne peut en aucun cas dépasser les rendements figurant sous les codes 3.210, 3.220 et 3.240.

Code 4.160 Déduction du 50 % des rendements de participations qualifiées

Les participations qui couvrent au moins 10 % du capital-actions ou du capital social d'une société de capitaux ou d'une société coopérative sont considérées comme des participations qualifiées et soumises à l'imposition partielle.

En ce qui concerne la fortune privée, les rendements des participations qualifiées sont imposables à raison de 50 %. La déduction de 50 % pour l'imposition partielle doit être déclarée au moyen de l'état des titres (annexe 01) et reportée dans la déclaration code 4.160.

En ce qui concerne la fortune commerciale, les rendements des participations qualifiées ainsi que les bénéfices provenant de l'aliénation de tels droits de participation, après déduction des charges imputables, sont imposables à raison de 50 %. Une imposition partielle n'est accordée sur les bénéfices d'aliénation que si les droits de participation aliénés sont restés propriété du/de la contribuable pendant un an au moins.

VIII.II Intérêts et dettes

Si nécessaire, le/la contribuable se référera à l'annexe 02 «Etat des dettes» jointe à la déclaration d'impôt.

Code 4.210 Intérêts passifs privés et dettes privées

- Intérêts passifs

Les intérêts passifs échus en 2017 (intérêts hypothécaires et autres intérêts passifs) y compris les frais, les commissions y relatives, de même que les éventuels intérêts de retard sont déductibles. Toutefois, ils ne sont déductibles au maximum qu'à concurrence du revenu brut de la fortune mobilière et immobilière privée (codes 3.210, 3.240, 3.310, 3.340 et 3.350) augmenté de 50 000 fr. Les rendements provenant de participations détenues dans la fortune privée, soumis à une imposition partielle, ne sont pris en considération dans le calcul qu'à raison de 50 %. Sont également déductibles les autres frais bancaires (à l'exception des frais d'administration des titres et des frais du compte salaire figurant sous code 4.320 de la déclaration d'impôt) facturés sur les comptes courants, les comptes courants salaires, etc.

Pour tous les intérêts et frais, il faut joindre les extraits bancaires ou les attestations des créanciers (à reporter dans l'annexe 02 «Etat des dettes»).

Les intérêts sur crédit de construction, les commissions y relatives et les amortissements de la dette ne sont pas déductibles. Pour les contrats de leasing ayant trait à la fortune privée, aucune déduction n'est autorisée.

- Dettes privées

Le/La contribuable indiquera sur l'annexe 02 les noms et les adresses exactes des créanciers, qu'ils soient domiciliés en Suisse ou à l'étranger. Il/Elle joindra à cet effet les relevés bancaires et les attestations permettant à l'autorité de contrôler le solde au 31 décembre 2017 et les intérêts échus durant l'année 2017. **Aucune dette non établie ou dont le créancier n'a pas été mentionné ne sera admise en déduction.**

Si le/la contribuable a un élément de fortune imposable dans un autre canton ou à l'étranger, les dettes seront déduites dans la proportion existant entre la fortune dans notre canton et la fortune totale.

Code 4.220 Intérêts et dettes commerciaux

Le/La contribuable fera une distinction nette entre les dettes privées et les dettes de l'exploitation, étant donné que ces dernières sont déduites pour le calcul des cotisations AVS.

Dettes ressortant du bilan : les dettes envers les fournisseurs, ressortant du bilan du dernier exercice commercial clos durant la période de calcul, doivent être reportées dans l'annexe 02 «Etat des dettes» sous la rubrique «Autres dettes de l'exploitation». Sous réserve de contrôle ultérieur, aucun justificatif n'est exigé lors de la taxation.

VIII.III Autres déductions sur le revenu

Code 4.310 Frais d'entretien d'immeubles privés

Code 4.313 Frais d'entretien d'immeubles commerciaux

Code 4.315 Frais d'entretien d'immeubles agricoles

Le/La contribuable peut choisir, lors de chaque période fiscale et pour chaque immeuble, entre la déduction des frais effectifs et la déduction forfaitaire. Le/La contribuable qui choisit le système de déduction des frais effectifs peut en outre bénéficier d'une déduction pour les investissements destinés à économiser l'énergie et à ménager l'environnement ainsi que pour les frais de restauration de biens culturels immeubles.

Déduction forfaitaire :

La déduction est accordée sur le rendement brut total des immeubles faisant partie de la fortune privée du/de la contribuable (codes 3.310, 3.340 et 3.345 de la déclaration). Elle correspond au 10% du rendement brut des immeubles construits après le 31 décembre 2007 et au 20% pour les immeubles construits antérieurement.

Exceptions

Seule la déduction des frais effectifs entre en ligne de compte pour :

- les immeubles de la fortune commerciale, y compris agricoles;
- les immeubles privés loués à des tiers principalement à des fins commerciales ou agricoles;
- les immeubles non bâtis (places d'entrepôt, places de parc, etc.);
- les immeubles pour lesquels le/la contribuable touche une rente pour l'octroi d'un droit de superficie.

Déduction des frais effectifs :

Le/La contribuable qui entend faire valoir la déduction des frais effectifs dispose d'une **Notice spéciale** qu'il/elle peut obtenir gratuitement auprès du Service cantonal des contributions ou de l'administration communale. Elle peut être également être téléchargée à l'adresse suivante : www.fr.ch/scc/estimation_immeubles. A cette notice est jointe une formule de répartition que le/la contribuable doit remplir en y annexant les pièces justificatives correspondantes (factures et récépissés). Dans la mesure où le montant du paiement net est déterminant, il faut tenir compte des rabais, des escomptes ainsi que des indemnités d'assurances ou des subventions. Pour les immeubles privés, la déduction est accordée sur la base de la date de paiement et pour les immeubles commerciaux, sur la base de la date de la facture. Aucune

Code 4.310 - 4.320

déduction ne peut être accordée pour la rémunération du/de la propriétaire pour son propre travail.

- a) **Frais d'entretien** : dépenses pour réparations et rénovations si elles n'entraînent pas une augmentation de la valeur de l'immeuble, des versements du/de la propriétaire par étage au fonds de rénovation si les montants sont affectés exclusivement à la couverture des frais d'entretien d'installations communes, et des frais d'exploitation: contribution à certains frais (éclairage et nettoyage des rues, enlèvement des ordures), contribution immobilière...
- b) **Primes d'assurances** : primes d'assurances de choses (incendie, dégâts d'eau, bris de glaces, responsabilité civile immeuble).
- c) **Frais d'administration** : dépenses pour les ports, téléphones, annonces, poursuites, procès, rétribution du gérant d'un immeuble loué.

Investissements destinés à économiser l'énergie et à ménager l'environnement :

En plus des frais effectifs, le/la contribuable peut déduire tout ou partie des investissements destinés à économiser l'énergie et à ménager l'environnement. Ces investissements concernent le remplacement d'éléments de construction ou installations vétustes et l'adjonction d'éléments de construction ou d'installations dans des bâtiments existants. Le taux de déduction pour ces mesures se monte à 100%. Les investissements dans des installations solaires photovoltaïques de la fortune privée sont entièrement déductibles. Par contre, la revente d'énergie est à déclarer chaque année au code 3.350.

Toute demande est adressée, avec pièces justificatives (factures et récépissés dans lesquels on doit tenir compte des rabais, des escomptes ainsi que des indemnités d'assurances ou des subventions), en même temps que la déclaration d'impôt.

Toutefois, aucune déduction n'est admise pour les investissements effectués sur un immeuble neuf et dans les deux premières années suivant sa construction.

Code 4.320 Frais d'administration de titres et mises dans les loteries en cas de gain

- a) **Frais d'administration** : on ne peut déduire comme frais d'administration de titres que les dépenses mentionnées ci-après:
 - les frais de garde et d'administration ordinaire des titres en dépôts ouverts (droits de garde);
 - les frais de location de coffres («safe»), y compris les dépenses nécessaires à l'acquisition du rendement des titres, telles que frais d'encaissement, etc.;
 - les frais des comptes salaires.

Déductions non admises :

Les dépenses servant à l'acquisition, la production ou l'amélioration d'éléments de fortune ne peuvent pas être déduites du revenu imposable, par exemple (liste non exhaustive) :

- dédommagement pour le travail personnel du contribuable;
- frais qui ne concernent pas la gestion proprement dite des titres: commissions et frais pour l'achat ou la vente de titres, frais pour conseils en matière de placements ou d'impôts, frais pour l'établissement de la déclaration d'impôt et de l'état des titres.

b) **Déduction des enjeux :**

Les mises de la Loterie à numéros, du Sport-Toto, du Toto X, du PMU, des tombolas et autres sont déductibles. Elles sont admises forfaitairement à raison de 5% de chaque gain, mais au maximum 5000 fr. par gain (aucune déduction supplémentaire, même en cas de mises prouvées).

Code 4.330 Rentes et charges durables

Code 4.335 Droit d'habitation

Peuvent être déduites :

- les rentes dérivant d'obligations légales (responsabilité civile), contractuelles ou de dispositions pour cause de mort (rentes viagères à des employé-e-s);
- les charges durables telles que les dépenses afférentes à une charge foncière ou à une servitude foncière, notamment les droits d'habitation (voir code 3.345).

Les rentes viagères ne sont déductibles qu'à 40%. Pour tous les cas, on indiquera le/la bénéficiaire de la prestation.

Code 4.340 Pension alimentaire versée au/à la conjoint-e divorcé-e ou séparé-e et/ou pour enfants

Le/La contribuable complétera la rubrique «- E - Pension alimentaire» de la dernière page de la déclaration, en indiquant la part du/de la conjoint-e et celle des enfants. Les montants versés sont déductibles pour autant qu'ils soient prouvés. Les contributions d'entretien pour les enfants mineurs (jusqu'à 18 ans) sont déductibles si le/la conjoint-e qui les reçoit est le/la détenteur-trice de l'autorité parentale (voir code 3.150). Il en est de même pour les enfants nés hors mariage.

Les contributions d'entretien pour les enfants majeurs (18 ans) ne sont pas déductibles. L'enfant majeur n'est pas imposé sur cette contribution d'entretien. Les déductions sociales pour enfants sont accordées en fonction de la charge d'entretien.

Code 4.350 Cotisations AVS/AI/APG/AC versées par des assurés sans activité

Il s'agit des cotisations versées par des personnes sans activité lucrative (personnes mises à la retraite prématurément, invalides, étudiants, etc.). Pour le calcul des cotisations, la valeur des immeubles est communiquée aux autorités de l'AVS à raison de 110% de la valeur fiscale.

Code 4.370 Frais liés à un handicap (y compris frais de séjour dans un home)

Ils sont entièrement déductibles (sans franchise) dans la mesure où le/la contribuable supporte lui-même ces frais. Sont considérées comme personnes handicapées les bénéficiaires de prestations pour invalides, d'allocations pour impotents, de moyens auxiliaires et les personnes qui ont fait établir l'existence de leur handicap au moyen d'un questionnaire standard à remplir par un médecin (disponible sur le site indiqué ci-dessous ou auprès du SCC).

Sont notamment déductibles les frais d'assistance, d'aide-ménagère et de garde d'enfants, les frais de séjour en structures de jour, de thérapies éducatives et mesures de réadaptation sociale, les frais de transport et de véhicule, les frais de chien d'aveugle, de moyens auxiliaires, d'articles de soins et de vêtements, certains frais de logement et d'écoles privées.

Les personnes résidant dans des homes sont assimilées à des personnes handicapées au sens de la loi fédérale du 13 décembre 2002 sur l'égalité pour les handicapés. Leurs frais, déduction faite notamment du prix de pension de base, sont considérés comme des frais liés au handicap et sont déductibles à ce titre sous le code 4.370.

Seuls les frais restant à charge du/de la contribuable (après déduction de toutes les prestations des assurances et institutions publiques, y compris les allocations pour impotents) sont déductibles. Le/La contribuable joindra à cet effet tous les justificatifs nécessaires. La déduction est accordée sur la base de la date du paiement.

En lieu et place des frais effectifs, les bénéficiaires d'une allocation pour impotent peuvent prétendre à une déduction forfaitaire selon leur situation : bénéficiaires d'une allocation pour impotence faible 2500 fr, bénéficiaires d'une allocation pour impotence moyenne 5000 fr, bénéficiaires d'une allocation pour impotence grave 7500 fr.

Les personnes sourdes ou souffrant d'insuffisance rénale nécessitant une dialyse peuvent, en outre, prétendre à une déduction forfaitaire annuelle de 2500 fr, qu'elles perçoivent ou non une allocation pour impotent (une attestation médicale est exigée).

Des informations plus détaillées figurent dans la circulaire fédérale officielle relative à cette déduction (www.fr.ch/scc/handicap).

Code 4.380 Frais de garde des enfants

La déduction se monte au **maximum à 6000 fr.** par enfant. Cette déduction peut être demandée pour chaque enfant qui est âgé de moins de **14 ans** et ce pour autant que les frais de garde soient **prouvés** (les frais de nourriture et d'habits ne sont pas assimilés à des frais de garde). La déduction est accordée jusqu'à et y compris le mois dans lequel l'enfant a eu 14 ans révolus. Peuvent bénéficier de cette déduction les époux vivant en ménage commun et qui exercent tous les deux une activité lucrative (ou collaboration importante dans la profession de l'autre). La même déduction est accordée aux personnes seules qui travaillent et qui ont un ou des enfants à charge avec qui elles font ménage commun. L'octroi d'une rente AI ou le suivi d'une formation est assimilé à l'exercice d'une activité lucrative. Cela signifie que lorsqu'un

époux exerce une activité lucrative et que l'autre suit une formation (ou lorsque les deux suivent une formation), la déduction pourra être accordée.

Code 4.410 Versements aux partis politiques

Les cotisations de membre, les dons et les contributions des détenteurs de fonctions publiques (cotisations de mandat) en faveur d'un parti politique peuvent être déduits fiscalement jusqu'à un montant de **5000 fr.** Les justificatifs sont à produire.

Le parti politique doit soit être inscrit au registre des partis politiques, être représenté dans un parlement cantonal ou avoir obtenu au moins 3 % des voix lors des dernières élections au parlement d'un canton. Le registre des partis se trouve sur notre site Internet (www.fr.ch/scc/versements_partis).

Code 4.420 Frais de formation et de perfectionnement

Les modifications introduites dans le droit fédéral aménagent une nouvelle conception de la déduction des frais de formation dès la période 2017. Ces frais ne doivent plus être annoncés dans l'annexe 3 et reportés sous le code 2.130 mais doivent être annoncés sous **le nouveau code 4.420** avec les autres déductions sur le revenu. Il n'est plus exigé qu'il existe un lien intrinsèque entre les frais engagés et l'activité lucrative exercée. Les frais de formation sont donc plus facilement admis en déduction. Seuls les montants effectivement supportés par le/la contribuable peuvent être déduits, jusqu'à un montant maximum de 12000 fr.

Les frais de formation initiale (déterminés sur la base de la législation fédérale sur la formation professionnelle) et les frais engagés pour une activité de hobby sont toujours considérés comme des frais non déductibles.

IX. Revenu net

Code 5.110 Frais médicaux (frais médicaux, pharmaceutiques, dentaires)

Le/La contribuable doit remplir la rubrique C «Frais médicaux» (dernière page de la déclaration) pour déterminer le montant de la déduction.

Les frais pharmaceutiques (résultant de prescriptions médicales), les frais médicaux et dentaires supportés par le/la contribuable, son/sa conjoint-e, ses enfants à charge ou une autre personne à l'entretien de laquelle il subvient peuvent être déduits pour la part qui dépasse le 5% du revenu net (code 4.910 de la déclaration). Les frais de convalescence, de régime et de cure ne sont admis en déduction que s'ils sont prescrits par un médecin.

Pour faire valoir les frais médicaux il existe deux possibilités. Le/La contribuable peut joindre un état détaillé des frais, les factures payées en 2017 et les décomptes de l'assurance-maladie. Il/Elle a également la possibilité de télécharger une annexe (www.fr.ch/scc/frais_medicaux). Cette formule permet de lister de manière détaillée les frais. S'il/Si elle en fait usage, il/elle peut renoncer à joindre les justificatifs de paiement, l'administration se réservant le droit de procéder à un contrôle ultérieurement. Pour la déduction, la date du paiement est déterminante.

Le surcoût résultant de la nécessité vitale de suivre un régime alimentaire prescrit par un médecin (p. ex. coeliakie, diabète) est considéré comme frais médicaux. Les personnes astreintes à un tel régime (exceptés les diabétiques) peuvent, en lieu et place des frais effectifs, prétendre à une déduction forfaitaire de 2500 fr. (une attestation médicale est exigée). Ce montant ne sera déduit que s'il dépasse seul ou avec les autres frais médicaux le 5% du revenu net.

Code 5.120 Versements bénévoles

Le/La contribuable doit remplir la rubrique D «Versements bénévoles» (dernière page de la déclaration) pour déterminer le montant de la déduction. Pour cette rubrique, il existe deux possibilités de faire valoir la déduction : soit le/la contribuable joint une liste des versements bénévoles avec les pièces justificatives, soit il/elle télécharge une annexe (www.fr.ch/scc/versements_benevoles). Cette formule permet de lister de manière détaillée les versements. S'il/Si elle en fait usage, il/elle peut renoncer à joindre les justificatifs de paiement, l'administration se réservant le droit de procéder à un contrôle ultérieurement. Pour la déduction, la date du paiement est déterminante.

Les dons en espèces et sous forme d'autres valeurs patrimoniales en faveur de personnes morales qui ont leur siège en Suisse et qui sont exonérées des impôts en raison de leur but de service public ou d'utilité publique sont déductibles.

Le montant minimal est de Fr. 100.- par année fiscale et le montant maximal est limité 20% du revenu net (code 4.910). Les dons en faveur de la Confédération, des cantons, des communes et de leurs établissements sont déductibles dans la même

mesure. Dans des cas particuliers à intérêt public prépondérant, le Conseil d'Etat peut autoriser une déduction plus élevée; il statue à titre définitif.

A titre d'exemple, les versements aux institutions suivantes sont admis en déduction : Croix-Rouge, Secours d'hiver, Pro Juventute, les musées, les hôpitaux publics et toutes les autres institutions qui affectent leurs revenus à l'assistance des pauvres, des malades, des enfants ou à d'autres buts d'utilité publique.

Le/La contribuable qui désire faire un don important a intérêt à prendre contact au préalable avec le Service cantonal des contributions afin d'éviter tout malentendu au sujet du droit à la déduction.

Code 6.110 Déductions sociales pour enfants

La déduction est accordée, pour chaque enfant mineur (né pendant les années 2000 à 2017) ou pour chaque enfant faisant un apprentissage ou des études qui est à la charge exclusive du/de la contribuable.

Est considéré comme enfant le propre enfant du/de la contribuable ou l'enfant adopté ou placé en vue d'adoption chez le/la contribuable.

Remarque :

Pour déterminer si l'enfant est à la charge du/de la contribuable de manière durable, la situation à la fin de l'année est déterminante. Toutefois, la déduction est maintenue si l'enfant est décédé en cours d'année. La déduction sociale est généralement accordée si le revenu brut de l'enfant (code 3.910) est inférieur à 18 000 fr. sur une période de 12 mois. Le/La contribuable a toujours la possibilité d'apporter la preuve que malgré le fait que son enfant ait un revenu brut de 18 000 fr., il reste à charge dans une mesure importante. A titre d'exemple, un enfant qui débute une activité lucrative durable au mois de novembre n'est plus considéré comme étant à charge le 31 décembre. A l'inverse, un enfant qui arrête son activité à fin novembre pour reprendre des études est considéré comme étant à charge le 31 décembre.

Code 6.110

Revenu net (code 4.910) fr.	Déduction un enfant fr.
jusqu'à 62 000	8 500
de 62 001 à 63 000	8 400
de 63 001 à 64 000	8 300
de 64 001 à 65 000	8 200
de 65 001 à 66 000	8 100
de 66 001 à 67 000	8 000
de 67 001 à 68 000	7 900
de 68 001 à 69 000	7 800
de 69 001 à 70 000	7 700
de 70 001 à 71 000	7 600
de 71 001 à 72 000	7 500
de 72 001 à 73 000	7 400
de 73 001 à 74 000	7 300
de 74 001 à 75 000	7 200
de 75 001 à 76 000	7 100
dès 76 001	7 000

Revenu net (code 4.910) fr.	Déduction deux enfants fr.
jusqu'à 72 000	17 000
de 72 001 à 73 000	16 800
de 73 001 à 74 000	16 600
de 74 001 à 75 000	16 400
de 75 001 à 76 000	16 200
de 76 001 à 77 000	16 000
de 77 001 à 78 000	15 800
de 78 001 à 79 000	15 600
de 79 001 à 80 000	15 400
de 80 001 à 81 000	15 200
de 81 001 à 82 000	15 000
de 82 001 à 83 000	14 800
de 83 001 à 84 000	14 600
de 84 001 à 85 000	14 400
de 85 001 à 86 000	14 200
dès 86 001	14 000

Revenu net (code 4.910) fr.	Déduction trois enfants fr.
jusqu'à 82 000	26 500
de 82 001 à 83 000	26 200
de 83 001 à 84 000	25 900
de 84 001 à 85 000	25 600
de 85 001 à 86 000	25 300
de 86 001 à 87 000	25 000
de 87 001 à 88 000	24 700
de 88 001 à 89 000	24 400
de 89 001 à 90 000	24 100
de 90 001 à 91 000	23 800
de 91 001 à 92 000	23 500
de 92 001 à 93 000	23 200
de 93 001 à 94 000	22 900
de 94 001 à 95 000	22 600
de 95 001 à 96 000	22 300
dès 96 001	22 000

Revenu net (code 4.910) fr.	Déduction quatre enfants fr.
jusqu'à 92 000	36 000
de 92 001 à 93 000	35 600
de 93 001 à 94 000	35 200
de 94 001 à 95 000	34 800
de 95 001 à 96 000	34 400
de 96 001 à 97 000	34 000
de 97 001 à 98 000	33 600
de 98 001 à 99 000	33 200
de 99 001 à 100 000	32 800
de 100 001 à 101 000	32 400
de 101 001 à 102 000	32 000
de 102 001 à 103 000	31 600
de 103 001 à 104 000	31 200
de 104 001 à 105 000	30 800
de 105 001 à 106 000	30 400
dès 106 001	30 000

Pour 5 enfants, et plus, un modèle de calcul est à votre disposition sur Internet (www.fr.ch/scc/pp).

Code 6.120 Autres personnes à charge

1000 fr. pour chaque personne nécessiteuse. Il s'agit des personnes qui ne peuvent elles-mêmes pourvoir à leur subsistance et dont les frais d'entretien sont assumés par le/la contribuable pour au moins 6500 fr. par an. Le/La conjoint-e et les enfants en apprentissage ou aux études n'entrent pas dans cette catégorie, même s'ils ne disposent ni de revenu ni de fortune.

Code 6.130 Contribuable aux études ou en apprentissage

2000 fr. pour le/la contribuable en apprentissage ou aux études. Ce montant peut être déduit de la propre déclaration du/de la contribuable jusqu'à 25 ans révolus.

Code 6.140 Activité en fauteuil roulant / Orphelin-e de père et mère

- **2500 fr.** pour le/la contribuable en fauteuil roulant qui exerce une activité lucrative et ne touche pas de rente AVS/AI. Pour bénéficier de cette déduction, trois conditions cumulatives doivent être réalisées : l'attestation d'un médecin ou d'une assurance prouvant l'obligation de se déplacer en fauteuil roulant, le/la contribuable ne reçoit pas de rente AVS/AI, le contribuable exerce une activité lucrative (principale ou accessoire).
- **8500 fr.** pour le/la **contribuable orphelin-e de père et mère**, s'il/si elle est mineur-e, aux études ou en apprentissage. Ce montant doit être déduit directement de **sa propre déclaration d'impôt**. Le système de limitation et de réduction en fonction du revenu net est le même que celui décrit dans les tableaux qui précèdent (code 6.110).

Code 6.145 Déduction sociale pour les soins à domicile

Les personnes qui s'occupent de leurs proches âgés, malades ou en situation de handicap peuvent déduire le montant effectivement reçu à titre d'indemnités forfaitaires en matière d'aide et de soins à domicile, mais au maximum à 9000 fr.

Cette déduction ne s'applique que pour l'impôt cantonal.

Code 7.110 Déduction pour contribuables à revenu modeste et déduction sociale sur la fortune

☞ Déduction pour contribuables à revenu modeste

Rentier-ère AVS/AI vivant seul-e sans enfant à charge		Rentier-ère AVS/AI marié-e ou rentier-ère AVS/AI vivant seul-e avec enfant(s) à charge	
Lorsque le code 6.910 est compris dans les tranches suivantes :	la déduction supplémentaire s'élève à :	Lorsque le code 6.910 est compris dans les tranches suivantes :	la déduction supplémentaire s'élève à :
Fr.	Fr.	Fr.	Fr.
jusqu'à 24 000	9 000	jusqu'à 30 000	11 000
de 24 001 à 25 000	8 700	de 30 001 à 31 000	10 600
de 25 001 à 26 000	8 400	de 31 001 à 32 000	10 200
de 26 001 à 27 000	8 100	de 32 001 à 33 000	9 800
de 27 001 à 28 000	7 800	de 33 001 à 34 000	9 400
de 28 001 à 29 000	7 500	de 34 001 à 35 000	9 000
de 29 001 à 30 000	7 200	de 35 001 à 36 000	8 600
de 30 001 à 31 000	6 900	de 36 001 à 37 000	8 200
de 31 001 à 32 000	6 600	de 37 001 à 38 000	7 800
de 32 001 à 33 000	6 300	de 38 001 à 39 000	7 400
de 33 001 à 34 000	6 000	de 39 001 à 40 000	7 000
de 34 001 à 35 000	5 700	de 40 001 à 41 000	6 600
de 35 001 à 36 000	5 400	de 41 001 à 42 000	6 200
de 36 001 à 37 000	5 100	de 42 001 à 43 000	5 800
de 37 001 à 38 000	4 800	de 43 001 à 44 000	5 400
de 38 001 à 39 000	4 500	de 44 001 à 45 000	5 000
de 39 001 à 40 000	4 200	de 45 001 à 46 000	4 600
de 40 001 à 41 000	3 900	de 46 001 à 47 000	4 200
de 41 001 à 42 000	3 600	de 47 001 à 48 000	3 800
de 42 001 à 43 000	3 300	de 48 001 à 49 000	3 400
de 43 001 à 44 000	3 000	de 49 001 à 50 000	3 000
de 44 001 à 45 000	2 700	de 50 001 à 51 000	2 600
de 45 001 à 46 000	2 400	de 51 001 à 52 000	2 200
de 46 001 à 47 000	2 100	de 52 001 à 53 000	1 800
de 47 001 à 48 000	1 800	de 53 001 à 54 000	1 400
de 48 001 à 49 000	1 500	de 54 001 à 55 000	1 000
de 49 001 à 50 000	1 200	de 55 001 à 56 000	600
de 50 001 à 51 000	900	de 56 001 à 57 000	200
de 51 001 à 52 000	600	dès 57 001	0
de 52 001 à 53 000	300		
dès 53 001	0		

Ces déductions ne sont pas applicables aux rentiers-ères AVS/AI			
Contribuable vivant seul-e sans enfant à charge		Contribuable marié-e ou contribuable vivant seul-e avec enfant(s) à charge	
Lorsque le code 6.910 est compris dans les tranches suivantes :	la déduction supplémentaire s'élève à :	Lorsque le code 6.910 est compris dans les tranches suivantes :	la déduction supplémentaire s'élève à :
Fr.	Fr.	Fr.	Fr.
jusqu'à 12 000	2 500	jusqu'à 24 000	5 000
de 12 001 à 13 000	2 300	de 24 001 à 25 000	4 800
de 13 001 à 14 000	2 100	de 25 001 à 26 000	4 600
de 14 001 à 15 000	1 900	de 26 001 à 27 000	4 400
de 15 001 à 16 000	1 700	de 27 001 à 28 000	4 200
de 16 001 à 17 000	1 500	de 28 001 à 29 000	4 000
de 17 001 à 18 000	1 300	de 29 001 à 30 000	3 800
de 18 001 à 19 000	1 100	de 30 001 à 31 000	3 600
de 19 001 à 20 000	900	de 31 001 à 32 000	3 400
de 20 001 à 21 000	700	de 32 001 à 33 000	3 200
de 21 001 à 22 000	500	de 33 001 à 34 000	3 000
de 22 001 à 23 000	300	de 34 001 à 35 000	2 800
de 23 001 à 24 000	100	de 35 001 à 36 000	2 600
dès 24 001	0	de 36 001 à 37 000	2 400
		de 37 001 à 38 000	2 200
		de 38 001 à 39 000	2 000
		de 39 001 à 40 000	1 800
		de 40 001 à 41 000	1 600
		de 41 001 à 42 000	1 400
		de 42 001 à 43 000	1 200
		de 43 001 à 44 000	1 000
		de 44 001 à 45 000	800
		de 45 001 à 46 000	600
		de 46 001 à 47 000	400
		de 47 001 à 48 000	200
		dès 48 001	0

☞ Déduction sociale sur la fortune (concerne la colonne Fortune)

Pour les personnes seules, sans enfant à charge			
Lorsque la fortune nette (code 6.910) est comprise dans les tranches suivantes:		la déduction s'élève à:	
jusqu'à	Fr. 75 000.-	Fr.	35 000.-
de Fr. 75 001.- à	Fr. 100 000.-	Fr.	25 000.-
de Fr. 100 001.- à	Fr. 125 000.-	Fr.	15 000.-
de Fr. 125 001.- à	Fr. 150 000.-	Fr.	5 000.-
dès Fr. 150 001.-		Fr.	-.-

Code 7.110 - 7.910

Pour les couples mariés ou les personnes seules avec enfant(s) à charge	
Lorsque la fortune nette (code 6.910) est comprise dans les tranches suivantes:	la déduction s'élève à:
jusqu'à Fr. 125 000.-	Fr. 70 000.-
de Fr. 125 001.- à Fr. 160 000.-	Fr. 50 000.-
de Fr. 160 001.- à Fr. 195 000.-	Fr. 30 000.-
de Fr. 195 001.- à Fr. 230 000.-	Fr. 10 000.-
dès Fr. 230 001.-	Fr. -.-

Code 7.910 Revenu imposable

Réduction du taux d'imposition pour les personnes mariées et les familles monoparentales (50%)

Le revenu global imposable (code 7.910) est frappé au taux correspondant à 50% de ce revenu (splitting intégral). Le taux minimum de l'impôt (1%) reste applicable (cf. extrait du barème figurant au chapitre X.VI). La réduction s'opère automatiquement, le contribuable n'a aucune rubrique à remplir.

Exemple de calcul

Si le revenu global imposable est de 40 000 fr. (code 7.910), l'imposition se fera sur ce revenu, mais au taux d'imposition correspondant à un revenu de 20 000 fr. (50% de 40 000 fr.).

Cette réduction est applicable à tous les couples mariés qui ne vivent pas séparés de corps ou de fait, y compris à ceux qui n'exercent aucune activité lucrative (par exemple couples de rentiers AVS/AI).

Les familles monoparentales (contribuables veufs/veuves, séparé-e-s, divorcé-e-s ou célibataires qui font ménage commun avec des enfants ou des personnes nécessiteuses et dont ils/elles assurent pour l'essentiel l'entretien) bénéficient également de la réduction du taux d'imposition.

X. Divers

X.I Prestations en capital

Voir la dernière page de la déclaration d'impôt sous la lettre «- F - Prestations en capital». Nous faisons la différence entre :

a) Prestations en capital imposées séparément

Tombent dans cette catégorie les prestations en capital ayant un caractère de prévoyance, à savoir les prestations en capital de l'AVS/AI, de la prévoyance professionnelle (2e pilier) et des formes reconnues de la prévoyance individuelle liée (pilier 3a), de même que les sommes versées ensuite de décès, de dommages corporels permanents ou d'atteintes durables à la santé.

Si plusieurs prestations en capital sont perçues durant la même année civile, elles sont additionnées. Pour les époux qui vivent en ménage commun, les prestations en capital sont également additionnées, mais une déduction de 5000 fr. leur est accordée. Les familles monoparentales bénéficient également de la même déduction. Lorsque le total annuel est inférieur à 5000 fr., l'impôt n'est pas perçu. Un fichier Excel permet de calculer les impôts dus : www.fr.ch/scc/pp.

Impôt cantonal

2% pour les premiers 40 000 fr., 3% pour les prochains 40 000 fr., 4% pour les prochains 50 000 fr., 5% pour les prochains 60 000 fr. et 6% pour tous les autres montants.

Une déduction de 50% est accordée sur la part de l'impôt afférent aux prestations en capital versées pour perte de gain en cas d'invalidité. Les communes et paroisses perçoivent leurs impôts en pour-cent de l'impôt cantonal.

b) Prestations en capital remplaçant des prestations périodiques

Exemples : Lidlohn (salaires arriérés), les versements de capitaux effectués peu de temps avant la retraite en relation avec un rapport de travail ou certaines indemnités versées pour la cessation d'une activité ou pour la renonciation à l'exercice d'un droit, et les indemnités uniques pour l'octroi de certains droits de superficie.

Elles sont imposées, en tenant compte des autres revenus, au taux qui serait appliqué si, au lieu de la prestation unique, une prestation annuelle correspondante était versée.

Remboursement de l'impôt et encouragement à la propriété

En relation avec l'encouragement à la propriété du logement au moyen du 2e pilier, le/la contribuable peut rembourser tout ou partie du versement anticipé. Dans ce cas, il/elle a droit au remboursement des impôts payés lors du prélèvement. **Pour obtenir le remboursement, il est nécessaire d'adresser une demande écrite à l'autorité qui a prélevé l'impôt, accompagnée de la formule WEF.**

Prestations non imposables

Sont exonérés et ne doivent, par conséquent, pas être déclarés les versements de capitaux : pour tort moral, pour compenser des frais (passés et futurs), d'assurances sur la vie susceptibles de rachat et ceux touchés lors d'un changement d'employeur dans la mesure où le/la contribuable les utilise, dans le délai d'un an, pour payer son rachat dans l'institution de prévoyance du nouvel employeur ou pour acquérir une police de libre passage.

X.II Revenus non imposables

Ne sont pas imposables et ne sont donc pas à déclarer comme revenus :

- les prestations complémentaires AVS/AI;
- les allocations AVS/AI/AA pour impotent-e-s et les rentes d'impotent-e-s de la CNA (à ne pas confondre avec les rentes AI et les rentes en cas d'accidents de la CNA qui sont imposables sous code 3.110 ou 3.140 de la déclaration);
- les parts successorales, liquidations de régime matrimonial, legs et donations;
- les prestations de l'assistance publique et privée et de l'assistance légale due aux parents;
- les subsides de l'assurance-invalidité fédérale pour les mesures médicales et professionnelles de réadaptation, pour les moyens auxiliaires, pour la formation scolaire spéciale et pour les séjours dans des établissements (les indemnités journalières versées par l'AI sont par contre imposables);
- la plupart des bourses d'études;
- la solde militaire suisse et celles du service de protection civile et du service du feu (exonérée jusqu'à 9000 fr.). Les rentes de l'assurance militaire qui ont commencé à courir ou sont devenues exigibles après le 1er janvier 1994 sont imposables. Il en va de même pour les prestations en capital de l'assurance militaire versées après le 1er janvier 1993;
- les gains réalisés aux jeux de hasard dans les maisons de jeu au sens de la loi fédérale du 18 décembre 1998 sur les jeux de hasard et les maisons de jeu.

X.III Gains immobiliers

Pour tous les cas ordinaires de vente d'immeubles privés, le/la contribuable reçoit d'office une formule spéciale de déclaration à remplir.

Toutefois, en cas de **transfert économique** (cession de droits d'acquérir un immeuble, de droits d'emption et de préemption; transfert de la fortune privée dans la fortune commerciale; constitution de certains droits de superficie, de servitudes de droit privé ou de restrictions de droit public qui atteignent la valeur d'un immeuble), **le/la contribuable doit l'annoncer, dans le délai de trente jours, au Service cantonal des contributions, Secteur des gains immobiliers.**

X.IV Infractions fiscales

Soustraction d'impôt : les contribuables qui, intentionnellement ou par négligence, font en sorte qu'une taxation ne soit pas effectuée alors qu'elle devrait l'être, ou qu'une taxation entrée en force soit incomplète, sont tenus d'acquitter l'impôt soustrait y compris l'intérêt de retard. Ils/Elles seront en outre punis d'une amende pouvant aller jusqu'à trois fois le montant de l'impôt soustrait.

Des amendes sont également prévues en cas de tentative de soustraction, d'instigation, de complicité et de participation.

Celui ou celle qui fait usage de titres faux, falsifiés ou inexacts quant à leur contenu, sera en outre puni-e d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire.

Simplification du rappel d'impôt en cas de succession / Dénonciation spontanée non punissable

Rappel d'impôt simplifié pour les héritiers ou héritières : les héritiers-ères qui révèlent une soustraction d'impôt du défunt bénéficient d'une réduction du rappel d'impôt et des intérêts moratoires. Les reprises se limitent au plus pour les trois ans précédant le décès.

Dénonciation spontanée : elle permet au/à la contribuable qui révèle ses propres soustractions d'impôt de ne pas être puni-e d'une amende. Il/Elle doit cependant payer le rappel d'impôt et les intérêts moratoires au plus pour 10 ans. Cette possibilité lui est offerte une fois dans sa vie.

Ces deux nouvelles mesures ne s'appliquent toutefois qu'aux conditions suivantes : aucune connaissance préalable de la soustraction par l'autorité fiscale, collaboration sans réserve en vue de déterminer le rappel d'impôt, effort sérieux en vue du paiement du rappel d'impôt.

Elles concernent l'impôt fédéral direct ainsi que les impôts cantonaux, communaux et paroissiaux. A noter que les autres contributions, comme la TVA, l'impôt anticipé, l'impôt sur les successions et les donations ou les cotisations AVS/AI, y compris les intérêts moratoires, restent dues.

Les personnes qui aimeraient bénéficier d'une de ces deux mesures peuvent s'adresser au Service cantonal des contributions, secteur de l'Inspection fiscale, rue Joseph-Piller 13, 1701 Fribourg (026 305 34 84 ; sccifr33@fr.ch).

X.V Encaissement de l'impôt

Généralités

Le SCC est chargé de la perception de l'impôt cantonal et de l'impôt fédéral direct (IFD). Il encaisse également l'impôt communal et ecclésiastique pour les communes et paroisses qui lui ont confié ce mandat.

Les taxations sont traitées durant toute l'année. Les décomptes qui en découlent pourront avoir des délais de paiement différents d'un/une contribuable à l'autre.

1. Impôt cantonal

Le paiement des impôts cantonaux se fait généralement au moyen de 9 acomptes et d'un décompte final.

Acomptes : les impôts demandés sont provisoires et les acomptes sont calculés sur la base des dernières données connues (impôts des années précédentes). Si, à réception des acomptes, vous estimez que les bases retenues ne correspondent plus du tout à la réalité (par ex. arrêt durable de l'activité cette année ou impôt anticipé de l'année dernière exceptionnellement élevé), vous avez la possibilité de contacter le secteur de taxation (No de tél. à la fin des présentes instructions).

Intérêts : si les acomptes versés se révèlent insuffisants pour couvrir l'impôt fixé par la taxation, les compléments à payer feront l'objet d'une facturation d'intérêts compensatoires. Ces intérêts seront calculés à partir du 30 avril de l'année suivante jusqu'au moment de l'établissement de votre décompte. En revanche, si les acomptes payés sont trop élevés, un intérêt rémunérateur sera accordé sur les montants remboursés.

Bulletin intitulé «Acompte volontaire» : lorsque vous remplissez votre déclaration au début de chaque année, vous pouvez calculer votre revenu et fortune imposables. Si, à ce moment-là, vous deviez constater que l'impôt réellement dû est sensiblement plus élevé que les acomptes payés (en tenant compte de l'impôt anticipé de l'année précédente), il sera encore temps de compléter le versement de vos acomptes afin d'éviter ou de réduire la facturation d'intérêts compensatoires lors du décompte final. A cet effet, un bulletin de versement, intitulé «Acompte volontaire», à compléter à votre convenance, est joint à l'envoi des acomptes. Ce bulletin de versement doit être utilisé **uniquement pour payer un complément d'impôt cantonal de l'année courante.**

Décompte : avec la taxation annuelle, l'impôt est basé sur les revenus obtenus durant la même année. Aussi, ce ne sera qu'au courant de l'année suivante, après l'examen de votre déclaration, que le SCC pourra établir le décompte du solde de l'impôt.

2. Impôt fédéral direct (IFD)

La perception de l'IFD se déroule en 3 phases : la première est facultative et les deux suivantes (bordereau provisoire et décompte final) sont contraignantes. Les factures sont adressées avec une année de retard par rapport à l'impôt cantonal.

1ère phase, acomptes volontaires IFD : le/la contribuable a la possibilité, s'il/si elle le souhaite, de verser des acomptes volontaires facultatifs dès le mois de juillet de chaque année. Le versement n'est pas obligatoire.

Le/La contribuable reçoit 6 bulletins de versements neutres au mois de juin. Le montant n'est pas inscrit sur le bulletin, les montants et les dates de versement sont libres, il/elle peut ainsi réduire d'autant le montant du bordereau provisoire de l'année suivante. Le/La contribuable dont la cote IFD estimée est inférieure à Fr. 120.- ne reçoit pas automatiquement de bulletins pour faire des versements volontaires.

Ces BVR adressés au mois de juin doivent être utilisés uniquement pour le paiement des acomptes volontaires IFD. En aucun cas, ils ne doivent servir au paiement des acomptes de l'impôt cantonal.

2ème phase, bordereau provisoire : le bordereau provisoire doit être acquitté au 31 mars de l'année qui suit la période fiscale à laquelle il se rapporte. Les contribuables dont la cote IFD estimée est inférieure à Fr. 120.- ne reçoivent pas de bordereau provisoire.

3ème phase, décompte : le décompte intervient au moment de la notification de la taxation.

3. Modes de paiement

Ordre permanent : si vous mandatez un établissement bancaire ou postal pour effectuer vos paiements, **vous devez modifier chaque année l'ordre permanent** en précisant bien le nouveau numéro de référence (joindre les bulletins de versement qui sont codifiés). En effet, il est important que vos versements soient portés en compte sur la bonne année.

Paiements avec Internet : lors de la saisie de votre paiement avec internet, vous devez introduire le N° de référence se trouvant sur le BVR que vous payez ou contrôler si le N° proposé est correct. **Vous devez modifier chaque année l'ordre permanent en précisant bien le nouveau numéro de référence.**

X.VI Barèmes et calcul de l'impôt

A. Impôt cantonal

1. Impôt sur le revenu

Le tableau ci-après permet au/à la contribuable de calculer approximativement son impôt.

Si le revenu est inférieur à 5100 fr., en raison des déductions sociales, un impôt minimal de 50 fr. reste dû. Pour les **personnes mariées et les familles monoparentales**, le montant d'impôt indiqué tient déjà compte de la réduction du taux (splitting). Le barème complet se trouve à l'adresse suivante : www.fr.ch/scc/pp.

* Les fractions de revenu sont arrondies aux 100 francs inférieurs

Revenu		Cote		Revenu		Cote	
imposable *	Personne	Mariés et familles	imposable *	Personne	Mariés et familles	imposable *	Personne
Fr.	seule	monoparentales	Fr.	seule	monoparentales	Fr.	seule
5 100	51.00	51.00	50 000	4 101.00	2'660.15		
6 000	74.10	60.00	51 000	4 218.20	2'751.35		
7 000	104.70	70.00	52 000	4 336.80	2'844.05		
8 000	140.55	80.00	53 000	4 456.75	2'938.20		
9 000	181.60	90.00	54 000	4 578.10	3'033.90		
10 000	227.90	100.00	55 000	4 700.85	3'131.05		
11 000	279.40	121.50	56 000	4 824.95	3'229.70		
12 000	336.10	148.20	57 000	4 950.45	3'329.85		
13 000	398.05	177.50	58 000	5 077.30	3'431.45		
14 000	465.20	209.45	59 000	5 205.55	3'534.55		
15 000	537.60	243.95	60 000	5 335.20	3'639.20		
16 000	615.20	281.10	61 000	5 466.20	3'745.30		
17 000	698.00	320.85	62 000	5 598.60	3'850.45		
18 000	769.90	363.20	63 000	5 732.10	3'947.20		
19 000	841.00	408.20	64 000	5 864.70	4'045.05		
20 000	915.05	455.80	65 000	5 998.60	4'144.00		
21 000	992.10	505.95	66 000	6 133.80	4'244.05		
22 000	1 072.15	558.80	67 000	6 270.25	4'345.20		
23 000	1 155.15	614.20	68 000	6 408.05	4'447.45		
24 000	1 241.10	672.20	69 000	6 547.15	4'550.85		
25 000	1 330.10	732.85	70 000	6 687.50	4'655.30		
26 000	1 422.00	796.10	75 000	7 408.95	5'194.05		
27 000	1 516.95	861.95	80 000	8 084.00	5'760.30		
28 000	1 614.85	930.40	85 000	8 742.25	6'354.10		
29 000	1 715.75	1'001.50	90 000	9 418.50	6'975.35		
30 000	1 819.60	1'075.15	95 000	10 112.75	7'624.15		
31 000	1 925.20	1'151.45	100 000	10 825.00	8'202.00		
32 000	2 022.55	1'230.35	105 000	11 542.00	8'793.25		
33 000	2 122.05	1'311.90	110 000	12 273.15	9'401.70		
34 000	2 223.75	1'396.00	115 000	13 020.75	10'027.45		
35 000	2 327.65	1'471.00	120 000	13 784.90	10'670.40		
36 000	2 433.75	1'539.85	130 000	15 351.30	11'997.20		
37 000	2 542.05	1'610.15	140 000	16 952.20	13'375.05		
38 000	2 652.55	1'682.00	150 000	18 613.05	14'817.90		
39 000	2 765.25	1'755.30	160 000	20 267.85	16'168.00		
40 000	2 880.15	1'830.10	170 000	21 925.60	17'484.50		
41 000	2 997.25	1'906.40	180 000	23 614.20	18'837.00		
42 000	3 116.55	1'984.20	190 000	25 230.10	20'225.50		
43 000	3 238.05	2'063.50	200 000	26 878.00	21'650.00		
44 000	3 361.80	2'144.25	250 000	33 750.00	29'131.00		
45 000	3 487.70	2'226.50	300 000	40 500.00	37'226.10		
46 000	3 615.80	2'310.25	350 000	47 250.00	45'543.40		
47 000	3 746.10	2'395.50	400'000	54'000.00	53'756.00		
48 000	3 870.70	2'482.20	407'800	55'053.00	55'053.00		
49 000	3 985.15	2'570.45					

Pour les revenus supérieurs,
l'impôt est calculé au taux de 13,5%

2. Impôt sur la fortune

L'assujettissement commence dès que la fortune imposable du/de la contribuable atteint :

☞ pour une personne seule 20 000 fr.

☞ Pour un couple ou un/une contribuable ayant charge de famille 35 000 fr.

Classe de fortune imposable*	Taux ‰	Classe de fortune imposable*	Taux ‰
20 000.– à 25 099.–	0,90 ‰	325 100.– à 450 099.–	2,50 ‰
25 100.– à 35 099.–	1,14 ‰	450 100.– à 550 099.–	2,60 ‰
35 100.– à 55 099.–	1,38 ‰	550 100.– à 650 099.–	2,80 ‰
55 100.– à 85 099.–	1,62 ‰	650 100.– à 775 099.–	2,90 ‰
85 100.– à 125 099.–	1,86 ‰	775 100.– à 875 099.–	3,00 ‰
125 100.– à 175 099.–	2,10 ‰	875 100.– à 975 099.–	3,10 ‰
175 100.– à 225 099.–	2,30 ‰	975 100.– à 1 100 099.–	3,20 ‰
225 100.– à 325 099.–	2,40 ‰	dès 1 100 100.–	3,30 ‰

* Les fractions de fortune sont arrondies à la centaine inférieure.

B. Impôt communal et ecclésiastique

Les impôts communaux et ecclésiastiques sur le revenu et la fortune se calculent en pour-cent de l'impôt cantonal de base. Les coefficients applicables sont disponibles à l'adresse suivante : www.fr.ch/scc/pp.

C. Impôt fédéral direct

Le barème de l'impôt fédéral direct se trouve à l'adresse suivante :

<https://www.estv.admin.ch/estv/fr/home/direkte-bundessteuer/direkte-bundess-teuer/fachinformationen/tarife.html>

D. Exemples de calcul

Vous trouvez un outil de calcul à l'adresse suivante : www.fr.ch/scc/pp.

Le fichier Excel permet de calculer l'impôt sur le revenu et la fortune sur le plan cantonal, communal, ecclésiastique et fédéral direct. Il prend en compte également l'état-civil pour la réduction du taux d'imposition.



XI. Impôt fédéral direct

IMPORTANT

Le contribuable n'a pas de déclaration à remplir pour l'impôt fédéral direct. L'autorité détermine le revenu soumis à cet impôt en tenant compte des différences mentionnées ci-après à titre purement informatif.

Code 2.110 : Dès le 1er janvier 2016, la déduction des frais de transport est plafonnée à 3000 fr. pour l'IFD.

Jusqu'alors, les personnes qui bénéficiaient gratuitement d'un véhicule professionnel ne devaient pas faire état de ce dernier dans la déclaration d'impôt (part privée réservée). A partir de la période fiscale 2016, ces personnes doivent déterminer le nombre de kilomètres parcourus annuellement pour se rendre sur leur lieu de travail, de manière à déterminer la valeur économique de la prestation fournie par l'employeur par la mise à disposition du véhicule. Les montants dépassant 3000 fr. sont ajoutés au revenu du/de la contribuable pour la détermination du revenu imposable à l'IFD. Afin de disposer des informations pertinentes pour ce calcul, la nouvelle rubrique de l'annexe 3 (véhicule de fonction) doit, cas échéant, être remplie.

Code 2.510 : la déduction pour l'impôt fédéral direct est de **50 %** du produit de l'activité le plus bas, mais au minimum **8100 fr.** et au maximum **13 400 fr.** Si le montant du revenu le plus bas se monte, après déductions d'éventuels frais d'acquisition du revenu (codes 2.110 à 2.140) et des cotisations pour le 3e pilier a (code 4.130) à un montant inférieur à 8100 fr., seul ce montant pourra être déduit.

Code 3.120 : les rentes provenant de la prévoyance professionnelle, qui commençaient à courir ou devenaient exigibles avant le 1er janvier 1987 ou qui reposaient sur un rapport de prévoyance existant déjà au 31 décembre 1986 et commencent à courir ou deviennent exigibles avant le 1er janvier 2002, sont imposables comme il suit:

- a) à 60%, si les prestations sur lesquelles se fonde la prétention du/de la contribuable ont été faites exclusivement par le/la contribuable;
- b) à raison de 80%, si les prestations n'ont été faites qu'en partie par le/la contribuable, mais que cette partie forme au moins 20% des prestations;
- c) à raison de 100%, dans les autres cas.



Code 3.310 : en cas de sous-utilisation effective de manière durable de l'immeuble habité par son/sa propriétaire, une réduction est accordée lors du calcul de la valeur locative. La sous-utilisation ne s'applique pas à une résidence secondaire. Le ou la contribuable doit joindre à sa déclaration d'impôt une requête motivée.

Code 4.110 et

Code 4.150 : les primes et cotisations d'assurances mentionnées dans la déclaration, ainsi que les intérêts de capitaux d'épargne indiqués dans l'annexe 01, peuvent être déduits :

- ☞ si des cotisations au 2e pilier ont été versées ou si une déduction pour le pilier 3a a été revendiquée, la déduction maximum se monte à **3500 fr.** pour les contribuables mariés vivant en ménage commun et **1700 fr.** pour les autres contribuables;
- ☞ si le/la contribuable ne cotise pas au 2e pilier ni au pilier 3a, la déduction maximum est de **5250 fr.** pour les contribuables mariés vivant en ménage commun et **2550 fr.** pour les autres contribuables.

Sont assimilées aux «autres contribuables» les personnes veuves, séparées, divorcées ou célibataires (y compris les familles monoparentales). Les déductions maximums sont augmentées de **700 fr.** pour chaque enfant ou personne nécessiteuse selon code 6.110 et 6.120 de la déclaration.

Sont considérés comme intérêts de capitaux d'épargne les intérêts d'avoirs en banque de toute nature, les intérêts d'obligations, de même que les intérêts provenant de prêts. Sont exclus de la déduction les rendements d'actions, de parts sociales et de parts de fonds de placements.

Code 4.160 : la déduction pour les rendements de participation qualifiée s'élève à 40% pour les valeurs faisant partie de la fortune privée et à 50% pour les valeurs faisant partie de la fortune commerciale.

Code 4.380 : la déduction se monte au **maximum à 10 100 fr.** par enfant.

Code 4.410 : Un montant **maximum de 10 100 fr.** peut être déduit fiscalement.

Code 6.110 : pour chaque enfant à charge **6500 fr.**

Code 6.120 : pour chaque personne nécessiteuse à charge **6500 fr.**

Les conditions à remplir pour avoir droit aux déductions pour enfants et pour personnes nécessiteuses sont définies dans le chapitre IV (situation personnelle) et aux codes 6.110 et 6.120.

Code 6.150 : déduction de **2600 fr.** aux époux qui vivent en ménage commun.

Revenu imposable ; calcul de l'impôt : un montant de 251 fr. par enfant ou personne nécessiteuse est déduit du montant de l'impôt pour ceux qui bénéficient du barème pour personnes mariées ou familles monoparentales.

Prestations en capital provenant de la prévoyance

(voir dernière page de la déclaration, sous lettre «- F - Prestations en capital»)

L'imposition des prestations indiquées au chapitre X.I se fait aussi séparément des autres revenus. L'impôt se calcule à un taux représentant le cinquième de celui du barème ordinaire. On ne tient pas compte des déductions sociales.

Fortune

L'impôt fédéral direct ne connaît pas d'impôt sur la fortune des personnes physiques.

Service cantonal des contributions SCC

Rue Joseph-Piller 13, Case postale, CH-1701 Fribourg

www.fr.ch/scc

Janvier 2018

Désirez-vous des renseignements complémentaires?

Si, après avoir consulté attentivement les présentes instructions, des renseignements complémentaires vous sont encore nécessaires, le Service cantonal des contributions se tient à votre disposition. Vous comprendrez sans doute que les déclarations ne peuvent pas être remplies aux guichets du Service cantonal des contributions.

Réceptions téléphoniques de 9 h à 11 h et de 14 h à 16 h

026 305 33 00	Secteurs de taxation
026 305 34 12	Secteur de révision (professions indépendantes et agriculteurs)
026 305 34 37	Secteur impôt anticipé (français)
026 305 34 38	Secteur impôt anticipé (allemand)
026 305 34 35	Bureau des conventions de double imposition internationale
026 305 34 94	Encaissement et contentieux (français)
026 305 34 92	Encaissement et contentieux (allemand)
026 305 34 66	Impôt sur les gains immobiliers

Les bureaux sont ouverts du lundi au jeudi

de 8 h à 11 h 30 et de 14 h à 17 h

et le vendredi

de 8 h à 11 h 30 et de 14 h à 16 h 30

Dans toutes les communications ou demandes adressées à l'administration, nous vous prions de bien vouloir indiquer **votre numéro de chapitre et la référence de service** (figurent au-dessus de l'adresse sur la déclaration).

